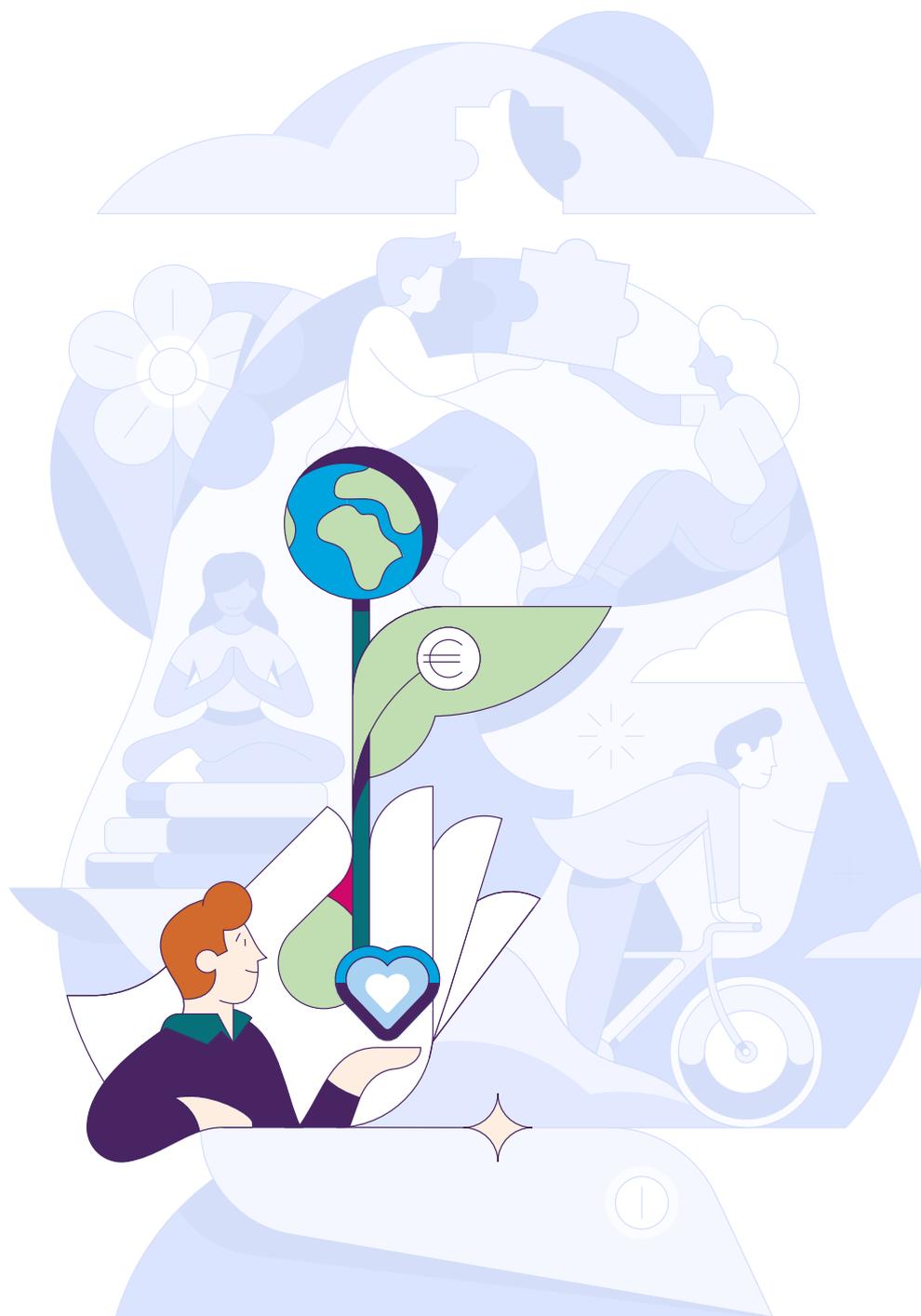


2023 Investissement responsable

Rapport établi en application de l'article 29 de la loi Énergie-Climat





SOMMAIRE

4	Introduction	31	Stratégie d'alignement avec l'Accord de Paris
5	Démarche générale	35	Stratégie d'alignement biodiversité
13	Moyens internes déployés	38	Prise en compte des critères ESG dans la gestion des risques
14	Prise en compte des critères ESG au niveau de la gouvernance	43	Plan d'amélioration continue
16	Stratégie d'engagement	43	Annexe
17	Taxonomie européenne	44	Glossaire

INTRODUCTION

Acteur de premier plan de la complémentaire santé et de la prévoyance en France, La Mutuelle Générale protège plus de 1,4 million de personnes et s'engage, jour après jour, pour un monde meilleur.

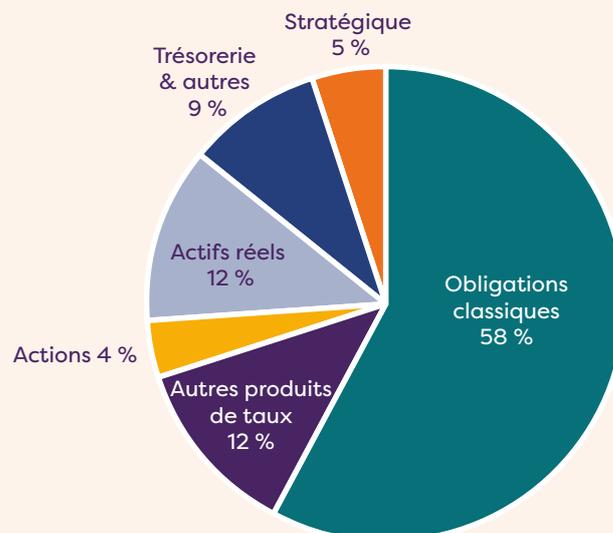
Sur un marché fortement concurrentiel, notre Mutuelle a bâti son savoir-faire et sa réputation grâce à ses clients historiques, les groupes La Poste et Orange. Aujourd'hui, ses offres s'adressent aux entreprises de toutes tailles et de tous secteurs d'activité comme aux particuliers. Au-delà du remboursement des frais de santé et des prestations liées aux aléas de la vie, La Mutuelle Générale a toujours porté une attention particulière à l'accompagnement personnalisé de ses adhérents à travers, notamment, des services innovants.

Acteur de l'économie sociale et solidaire mobilisant chaque jour 1 858 collaborateurs et plus de 1 400 élus, La Mutuelle Générale est une « Mutuelle 45 » régie par le Code de la mutualité. Son statut de société de personnes à but non lucratif et au fonctionnement démocratique implique l'absence d'actionnaires à rémunérer, lui permettant ainsi de consacrer son excédent d'exploitation au seul bénéfice de ses adhérents, à ses actions de solidarité et à l'autofinancement de ses investissements. Dans le respect de ses valeurs mutualistes, la gouvernance de La Mutuelle Générale repose sur un fonctionnement démocratique qui garantit la représentation de ses adhérents et une collégialité entre les structures politique et opérationnelle.

La stratégie d'investissement responsable de La Mutuelle Générale s'inscrit pleinement dans ces valeurs, et nous la renforçons chaque année pour nous engager dans une démarche résolument tournée vers la préservation de l'environnement et le développement durable.

Nos encours s'élèvent à environ 2,7 milliards d'euros en valeur de marché au 31 décembre 2023, dont 87 % sous mandat de gestion déléguée et 13 % gérés en direct.

Répartition des encours de La Mutuelle Générale
selon données consolidées au 31 décembre 2023*



* Répartition détaillée de nos encours en annexe p.43

DÉMARCHE GÉNÉRALE

1. Présentation résumée de la démarche

La politique d'investissement durable décrite dans le présent rapport s'inscrit dans le cadre de notre stratégie de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE).

Notre stratégie RSE* répond aux grands enjeux RSE de La Mutuelle Générale et se décline en trois axes :

- Préserver et développer le bien-être et la santé ;
- Mobiliser les équipes pour la performance de l'entreprise ;
- S'engager pour un monde durable, qui intègre la dimension d'investissement responsable.



Cadre de notre démarche en matière d'investissement responsable

Face aux enjeux de la transition énergétique, l'investissement responsable est central pour un acteur institutionnel comme La Mutuelle Générale. Notre stratégie est ambitieuse, notamment pour notre mandat obligataire (sous gestion d'Ostrum Asset Management - Ostrum AM) qui représente environ 54,5 % de notre portefeuille d'actifs, soit 1,5 milliard d'euros en valeur de marché au 31 décembre 2023.

Celui-ci fait l'objet d'un suivi extra-financier selon la méthodologie GREaT (détaillée ci-dessous) depuis 2018.

En 2020, nous avons également développé nos propres critères extra-financiers pour la sélection de nos nouveaux investissements, quelle que soit leur classe d'actifs et leur société de gestion.

En 2021, nos engagements ont été élargis à l'ensemble de notre portefeuille d'actifs - y compris les actifs hors mandat obligataire - en les soumettant à un suivi et à une évaluation extra-financière. Ces engagements pris par le comité des risques financiers de La Mutuelle Générale continuent de s'appliquer :

- Réaliser une évaluation extra-financière annuelle de l'ensemble du portefeuille d'actifs ;
- Augmenter le ratio de couverture ESG** du portefeuille d'actifs évalué ;
- Maintenir ou améliorer l'écart entre la note d'évaluation ESG du portefeuille et celle de l'indice de référence (établi à partir d'une réplique des pondérations de l'ensemble des actifs détenus au sein du portefeuille).

En 2022, notre stratégie ESG a été renforcée par un plan d'action opérationnel assorti d'un calendrier d'alignement climat et biodiversité progressif (décrits ci-dessus). Les travaux menés avec nos sociétés de gestion et des experts externes nous ont permis de formaliser une feuille de route cohérente et maîtrisée à horizon 2030.

En 2023, nous avons continué à améliorer les reportings extra-financiers de nos sociétés de gestion. En parallèle, nous nous sommes dotés d'une solution de collecte de données ESG nous permettant dès 2024 de suivre et analyser notre portefeuille sur des critères ESG (climat et biodiversité), en toute autonomie. Nous pourrions ainsi définir des objectifs chiffrés à horizon 2030, conformément à nos stratégies d'alignement et à l'article 29 de la loi Énergie Climat.

L'ensemble de ce dispositif s'intègre à notre démarche RSE globale et consolide notre stratégie en matière de durabilité.

* L'ensemble de notre stratégie RSE est présentée dans le Rapport RSE, en libre accès sur notre site internet : lamutuellegenerale.fr | A propos | Notre démarche RSE

** Le taux de couverture ESG est la nouvelle dénomination du taux de couverture ISR présenté dans nos rapports RSE

Nos engagements	Résultats et indicateurs clés sur l'ensemble de notre portefeuille d'actifs		
	2021	2022	2023
Intégrer les critères ESG dans notre politique globale d'investissement	Note d'évaluation ESG - GREaT (1 étant la meilleure note)		
	3,92	3,55	3,45
	Taux de couverture ESG (GREaT)		
	66,6 %	70,8 %	80,8 %
	Taux de couverture empreinte carbone (scopes 1 et 2)		
	38,3 %	34,5 %	40,2 %
Augmenter la prise en compte des critères RSE dans notre politique globale d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> Politique d'exclusion à l'achat des produits dérivés complexes, d'investissements directs dans des paradis fiscaux, d'actifs liés au charbon, ou aux secteurs du tabac et de la pornographie, en plus des listes d'exclusions réglementaires Poursuite de nos investissements en obligations durables* 		

Notation annuelle du portefeuille selon des critères extra-financiers

Dans le cadre des engagements pris par La Mutuelle Générale, l'ensemble de notre portefeuille est évalué grâce à la méthodologie de notation extra-financière « GREaT ». Cet outil développé par La Banque Postale Asset Management (LBP AM) permet d'évaluer nos investissements selon des critères ESG, à partir des bases de données MSCI ESG, Moody's ESG et Ethifinance.

Ces critères ESG mesurent des dimensions relatives aux impacts, risques et opportunités en matière de durabilité à travers quatre piliers : gouvernance responsable ; gestion durable des ressources naturelles et humaines ; transition énergétique ; développement des territoires. Cette analyse se traduit par une note allant de 1 (forte qualité extra-financière) à 10 (faible qualité extra-financière).



Méthodologie GREaT de La Banque Postale Asset Management

Gouvernance responsable	Gestion durable des ressources	Transition énergétique	Développement des territoires
Encourager la diffusion des meilleures pratiques en termes de gouvernance d'entreprise et d'éthique des affaires.	Gérer durablement les ressources humaines ou naturelles : respect des droits de l'Homme, développement du droit du travail, relations durables avec les fournisseurs, protection de l'environnement.	Maîtriser les risques climatiques en accompagnant le passage d'un modèle économique fortement carboné vers un modèle plus sobre et plus durable .	Promouvoir des pratiques responsables répondant aux Objectifs de Développement Durable sociaux et créatrices de valeur pour l'ensemble des parties prenantes en lien avec la chaîne de valeur .

* Les obligations durables regroupent les émissions de green, social, sustainable et sustainability-linked bonds.

Ainsi, d'après la méthodologie GREaT basée sur les données consolidées au 31 décembre 2023, le portefeuille de La Mutuelle Générale obtient :

- Une note d'évaluation ESG* de 3,45 contre 4,08 pour l'indice de référence (1 étant la meilleure note)
- Un taux de couverture ESG de 80,8 %.

Conformément à notre engagement, nous avons amélioré la note d'évaluation ESG. Celle-ci a progressé de 0,1 point entre 2022 et 2023. Notre portefeuille continue d'être mieux noté que l'indice de référence (écart de 15,5 %), établi à partir d'une réplique des pondérations de l'ensemble des actifs détenus au sein de notre portefeuille. Cette bonne performance traduit notre politique volontariste en matière d'investissement responsable, et la prise en compte de critères extra-financiers dans la sélection de nos nouveaux investissements.

Les travaux visant à augmenter le taux de couverture ESG se sont également poursuivis en 2023, avec une progression de 10 points par rapport au dernier exercice. Suite à la prise en compte des dettes souveraines en 2021, et à l'intégration en 2022 des actifs non cotés de type Immobilier, nous avons augmenté en 2023 notre taux de couverture grâce à deux facteurs :

- L'intégration dans la méthodologie GREaT des données d'Ethifinance, fournisseur de données spécialisé dans les petites et moyennes entreprises européennes.
- L'intégration de la classe d'actifs non cotés de type infrastructure, à travers les fonds de la société de gestion Vauban infrastructure Partners.

Investissement en obligations durables

La Mutuelle Générale s'engage depuis plusieurs années à contribuer à la transition énergétique et écologique grâce à sa politique d'investissement. Nous privilégions, toutes choses égales par ailleurs, les obligations qualifiées comme durables qui représentent 292,8 M€ en valeur comptable au 31 décembre 2023, contre 272,4 M€ en 2022. Le stock d'obligations durables est ainsi passé de 11,8 % à 13,4 % de notre portefeuille obligataire géré par Ostrum AM. Ce chiffre est supérieur à notre objectif de 12 % que nous avons fixé cette année dans le cadre de la gestion de notre mandat obligataire, et s'inscrit dans notre objectif d'achat d'au moins 25 % d'obligations durables.

Notre portefeuille d'obligations durables est composé de différents types d'obligations.

Les « obligations vertes » auxquelles nous souscrivons financent des projets visant à promouvoir un développement environnemental durable. Elles constituent une classe d'actifs à même de répondre aux enjeux de la transition énergétique et écologique. Les émetteurs sont diversifiés : institutions internationales, agences supranationales, États, collectivités locales, banques, entreprises. Elles représentent aujourd'hui ¾ de notre portefeuille d'obligations durables.

En complément, La Mutuelle Générale, via son mandat obligataire avec Ostrum AM, investit dans :

- des obligations sociales (« *social bonds* ») qui financent des projets sociaux ;
- des obligations de durabilité (« *sustainability bonds* ») qui financent une combinaison de projets environnementaux et sociaux ;
- des obligations liées au développement durable (« *sustainability linked bonds* »).

* Le taux de couverture ESG est la nouvelle dénomination du taux de couverture ISR présenté dans nos précédents rapports RSE. De même, la note d'évaluation ESG remplace la note d'évaluation ISR.

Répartition des encours en obligations durables suivi par Ostrum AM
dans le cadre du mandat obligataire au 31 décembre 2023

Segment obligataire	Obligations vertes	Obligations sociales	Obligations de durabilité	Obligations liées au développement durable	Total
Souverains	8,6 %				8,6 %
Agences	1,7 %	1,8 %			3,6 %
Supranational	2,1 %				2,1 %
Collectivités locales		1,3 %	5,5 %		6,8 %
Financières	27,4 %	6,8 %	1,2 %		35,4 %
Immobilier	20,6 %	1,2 %	0,4 %		22,2 %
Communications	0,7 %		1,3 %		2,1 %
Consommation cyclique	3,6 %			4,9 %	8,5 %
Industriel			1,5 %		1,5 %
Matériaux de base	1,1 %				1,1 %
Services aux collectivités	8,4 %				8,4 %
Total	74,1 %	11,2 %	9,8 %	4,9 %	100 %

Données en pourcentage de la valeur de marché des obligations durables au 31 décembre 2023, selon la classification Bloomberg.

L'exclusion à l'achat des secteurs controversés

Dans le cadre de sa stratégie d'investissement, La Mutuelle Générale a mis en place une politique d'exclusion à l'achat dans les secteurs ou sur les produits ne correspondant pas à ses valeurs :

- Pas d'investissement dans des produits dérivés complexes;
- Pas d'investissements sur les marchés dits « spéculatifs »;
- Pas d'investissement direct dans des paradis fiscaux;
- Pas d'investissement dans certains secteurs contraires aux valeurs du groupe : le tabac, la pornographie, les jeux d'argents (hors hôtels) et le charbon (exclusion des entreprises développant de nouvelles capacités énergétiques liées au charbon).

La Mutuelle Générale revoit régulièrement ces critères d'exclusion pour déployer sa stratégie d'investissement responsable notamment dans le secteur du charbon thermique.

Dans le cadre de notre portefeuille en délégation de gestion, nous partageons également les mêmes valeurs de responsabilité et de transparence avec nos partenaires.

Au sein de notre portefeuille obligataire géré par Ostrum AM (54,5 % de notre portefeuille), nous avons ainsi mis en place une démarche d'exclusion à l'achat :

- des activités liées au tabac et aux jeux d'argent (hors hôtels);
- des armes controversées et non conventionnelles (mines anti-personnelles, bombes à sous-munitions biologiques, chimiques, nucléaires hors du cadre fixé par le Traité de Non-Prolifération, à l'uranium appauvri);
- des entreprises qui développent de nouvelles capacités charbon, ainsi que celles qui n'ont pas défini de plan de sortie du charbon conforme à l'Accord de Paris (limitation du réchauffement climatique à 2 °C);
- des entreprises dépassant les seuils suivants :
 - 10 % de chiffre d'affaires issu de la production d'énergie générée par le charbon ou provenant de la production de charbon ;
 - 10 millions de tonnes de production annuelle de charbon thermique ;
 - 5 gigawatts de capacités installées fonctionnant au charbon ;
 - 10 % de la production d'énergie générée par le charbon.

De même, au sein de son fonds taux dédié, délégué à Lazard Frères Gestion (3,4 % de notre portefeuille), La Mutuelle Générale a mis en place une démarche d'exclusion, à l'achat :

- des armes controversées, conformément aux conventions internationales (mines anti-personnelles, armes à sous-munitions, armes biologiques, armes à toxines et armes chimiques),
- des entreprises responsables de violations sévères, avérées et répétées du Pacte Mondial des Nations Unies, si elles n'apportent pas de mesures correctrices sous un délai de 6 mois,
- des émetteurs dont la production de tabac ou de

produits liés au tabac est une activité centrale,

- des projets concernant le développement de mines de charbon thermique ou de centrales thermiques à charbon,
- des émetteurs dépassant les seuils suivants :
 - 25 % du chiffre d'affaires issu d'activités liées au charbon thermique ;
 - 20 millions de tonnes de production annuelle de charbon thermique ;
 - 10 gigawatts de capacités installées fonctionnant au charbon ;
 - 25 % du mix énergétique par mégawattheure généré reposant sur le charbon.

2. Informations aux clients

À l'aune de notre raison d'être « Forte de son histoire, de ses valeurs et de ses savoir-faire, La Mutuelle Générale s'engage à vos côtés et se réinvente jour après jour pour améliorer la qualité de vie et renforcer la solidarité entre les générations », nous avons identifié courant 2021 six catégories de parties prenantes, avec en regard nos aspirations et les modalités de dialogue et d'information associées à chacune d'elles.

Nos parties prenantes	Nos aspirations	Modalités de dialogue et d'informations existantes*
 <p>Militants Nos 1400 élus, représentants des adhérents</p>	<p>Renforcer un modèle mutualiste qui allie entraide et démocratie</p>	<p>Assemblées générales (A); Conseils d'administration (T); Commissions (T); Comités de section (M); Conseils régionaux (S); Convention des Présidents de comité de section (A); Espace Élus (Q)</p>
 <p>Adhérents et Clients Nos adhérents et clients individuels, nos clients collectifs et leurs salariés, bénéficiaires de nos prestations, ainsi que les patients de nos centres de santé</p>	<p>Apporter des solutions qui améliorent la qualité de vie de chaque génération</p>	<p>Espace Adhérent (Q); Espace Entreprises (Q); Sites Internet (Q); MG Actualités (T); newsletters (M); bulletins de section (S); assemblées départementales et actions de terrain (M); Salons et événements (T); Étapes de la relation commerciale et de la relation adhérents (T); Animation des portefeuilles clients (Q); Baromètres et enquêtes de satisfaction (Q à A)</p>
 <p>Collaborateurs Nos équipes et nos managers, ainsi que leurs représentants</p>	<p>Animer une communauté diversifiée, épanouie et engagée</p>	<p>Baromètre interne (A); Communication interne: Intranet Atrium, Communautés réseau social interne (Q); Communication managériale (M); Revue de performance (S); Dialogue social avec les représentants du personnel (Q)</p>
 <p>Partenaires Les distributeurs de nos offres (courtiers notamment), nos fournisseurs, nos prestataires et sous-traitants, nos sociétés de gestion, les start-up et écoles</p>	<p>Construire un écosystème innovant fédéré par des valeurs partagées</p>	<p>Animation des portefeuilles (Q); Étapes de la relation commerciale (Q); Espace courtiers (Q); Évaluation de la performance fournisseurs et questionnaires RSE (A); Instances de pilotage (T); Salons et événements (T)</p>
 <p>Société Les associations et organisations que nous soutenons et leur public, les bénéficiaires de nos propres actions de solidarité et de prévention</p>	<p>Participer au développement d'une société bienveillante et harmonieuse</p>	<p>Fondation de La Mutuelle Générale (Q); Observatoire solidaire des salariés-aidants (A); Relations conventions de mécénat et de sponsoring (T); Salons et événements (M); Sites Internet (Q); Newsletters (M)</p>
 <p>Planète L'environnement et les équilibres naturels</p>	<p>Contribuer à limiter le dérèglement climatique</p>	<p>Informations via nos rapports RSE et investissement responsable (A)</p>

* La fréquence de dialogue et de la publication des informations peut être quotidienne (Q), mensuelle (M), trimestrielle (T), semestrielle (S) ou annuelle (A).

La Mutuelle Générale informe ainsi ses adhérents et clients sur sa démarche ESG à travers la mise à disposition de rapports réglementaires sur son site Internet et la diffusion d'informations via différents canaux de communication. En effet, La Mutuelle Générale produit régulièrement des contenus rédactionnels et des articles en lien avec les sujets RSE et ESG pour faciliter la compréhension de ces sujets.

Plus particulièrement, les deux documents ci-dessous publiés annuellement comportent des informations importantes en matière de durabilité :

- Le rapport RSE validé chaque année en assemblée générale et audité par un Organisme Tiers Indépendant: il est disponible sur notre site internet. Il présente notamment la démarche de La Mutuelle Générale en matière de finance durable et d'intégration des critères ESG dans ses investissements financiers.
- Enfin, le présent rapport Article 29 LEC, intitulé Rapport Investissement responsable, est disponible sur le site internet public de La Mutuelle Générale et mis à jour chaque année selon la réglementation en vigueur.

3. Classification des investissements financiers

Afin d'apporter de la visibilité sur la proportion des encours sous gestion prenant en compte des critères ESG dans le montant total des encours gérés par l'entité, La Mutuelle Générale s'est notamment appuyée sur la classification SFDR (*Sustainable Finance Disclosure Regulation*) relative au règlement européen (UE) 2019/2088.

La Mutuelle Générale a ainsi identifié, dans une démarche volontaire et avec l'aide des sociétés auxquelles elle délègue la gestion de ses actifs, le pourcentage d'encours du portefeuille investis dans des produits (ou actifs) financiers Articles 6, 8 ou 9 :

- Article 6 : produit sans objectif de durabilité.
- Article 8 : produit à caractéristiques ESG (qui promeut des caractéristiques environnementales ou sociales).
- Article 9 : produit « à investissement durable » (qui met en avant un objectif d'investissement durable).

En utilisant cette classification, il ressort que l'ensemble du portefeuille d'actifs de La Mutuelle Générale est structuré comme suit au 31 décembre 2023 :

Article SFDR	Encours en M€	Encours en % du portefeuille
6	680	24,8 %
8	2 051	74,8 %
9	12	0,4 %
Total	2 743	100 %

La Mutuelle Générale reste attentive à l'évolution de la réglementation SFDR et mettra à jour ses différents outils de sélection et reportings en conséquence.

4. Processus de sélection des sociétés de gestion déléguées

Notre gestion étant essentiellement déléguée (87 % des encours), la sélection de nos sociétés de gestion (SDG) est un point majeur dans le processus d'investissement de La Mutuelle Générale.

Depuis 2020, nous prenons en compte de façon systématique les critères extra-financiers dans le choix de tous nos nouveaux investissements, quelles que soient leur classe d'actifs et leur société de gestion. Cette stratégie d'investissement est renforcée par une grille de notation intégrant des critères permettant d'apprécier :

- les engagements en termes d'investissement responsable des sociétés de gestion (sociétés signataires d'engagements standards internationaux, type PRI);
- l'existence d'une politique RSE pour les sociétés de gestion retenues;
- la présence de critères ESG dans le cadre de la sélection des investissements sous-jacents au fonds;
- la prise en compte des critères de durabilité avec la classification SFDR.

Cette grille de notation est présentée en comité des risques financiers lors de chaque investissement.

En complément, nous évaluons chaque année les engagements RSE de nos principales sociétés de gestion afin de s'assurer de leur alignement avec les valeurs de La Mutuelle Générale. Elles sont notées selon sept critères cohérents avec les thématiques RSE de la norme internationale de référence ISO 26000 : gouvernance ; engagement sociétal ; relations et conditions de travail ; bonnes pratiques d'affaires ; clients & consommateurs ; environnement ; droits de l'Homme.

L'analyse des notes globales obtenues par nos principales sociétés de gestion en 2023 souligne un niveau de maturité RSE croissant. Toutes ont pris des engagements concrets dans le cadre de leur stratégie, notamment en matière d'engagement climat et d'investissement responsable grâce à la prise en compte de critères ESG. Nous assurons par ailleurs des points réguliers avec nos sociétés de gestion (fréquence mensuelle à semestrielle) pour échanger sur leurs pratiques ESG et renforcer la remontée d'informations extra-financières.

5. Adhésion à une charte, un code, une initiative ou un label

Notre politique d'investissement responsable se traduit dans le choix de fonds qui bénéficient de labels responsables. Hors mandat obligataire, La Mutuelle Générale compte ainsi 69,6 M€ en valeur comptable investis dans des fonds bénéficiant de labels, notamment du label ISR. La part de nos encours labellisés ISR a diminué cette année en raison d'une atténuation des risques (*derisking*) de notre portefeuille action, qui était essentiellement composé de fonds actions labellisés ISR. Le réinvestissement a été réalisé sur des obligations en direct présentant un profil de risque moins élevé.

Nos investissements responsables au 31 décembre 2023		
Catégorie	Fond	Label
Fonds actions	Échiquier Agenor SRI Mid Cap Europe	ISR
	Pictet Nutrition	
Fonds Immobilier	PARIS PRIME OFFICE	
Fonds de capital investissement	Mutuelles Impact	Finansol, French Impact



Label ISR : Créé par le ministère de l'Économie et des Finances, le label ISR (Investissement Socialement Responsable) garantit qu'un produit financier intègre des critères ESG de manière significative. Il est attribué après audit par un organisme tiers indépendant.



Label Finansol : Label garantissant la contribution d'un produit d'investissement au financement de l'économie sociale et solidaire (accès à l'emploi, au logement, lutte contre l'exclusion, et autres activités d'utilité sociale et environnementale). Il est attribué après contrôle d'un comité d'experts indépendants.



Label ayant pour vocation de favoriser l'émergence et le développement d'innovations sociales à fort impact. Les projets retenus s'inscrivent dans une démarche sociale et environnementale cohérente avec les enjeux des territoires.



Nous avons souscrit au premier fonds d'investissement mutualiste à impact social et environnemental dans le secteur de la santé et du médico-social : Mutuelles Impact. Il entend contribuer à l'accélération de la transition sociale et écologique de notre économie pour la rendre plus durable et plus solidaire.

Lancé en 2020 par la Mutualité Française avec la participation de 45 mutuelles, le fonds Mutuelles Impact possède aujourd'hui une capacité d'investissement de 95 millions d'euros et finance onze sociétés à impact, avec l'objectif d'atteindre vingt entreprises d'ici 2025. Deux catégories sont particulièrement ciblées : les jeunes sociétés innovantes à fort impact social et environnemental ; les entreprises plus matures qui souhaitent s'engager dans un processus de transformation suffisamment structurant pour générer davantage d'impact social et environnemental. À titre d'exemple, Mutuelles Impact a investi dans la société ErgoSanté qui conçoit des solutions ergonomiques sur-mesure pour prévenir les troubles musculosquelettiques, ou l'entreprise Colette qui démocratise et développe la colocation intergénérationnelle.

MOYENS INTERNES DÉPLOYÉS

1. Description des moyens internes

Afin d'intégrer la prise en compte de critères ESG dans notre stratégie d'investissement, un comité de pilotage inter-directions dédié à la finance durable a été mis en place en 2022. Il est composé de représentants de la Direction des Investissements et de la Trésorerie (DIT), de la Direction des Risques (DRI), de la Direction des Affaires Juridiques (DAJ) et de la Direction RSE et engagement (DRSE). Ainsi, La Mutuelle Générale a dédié 2 ETP (plus de 1 % de l'effectif total) à la finance durable sur l'exercice 2023, ce qui concerne neuf collaborateurs répartis au sein de ces différents services.

À ces ressources internes s'ajoutent les ressources dédiées à la finance durable des sociétés de gestion auxquelles La Mutuelle Générale délègue la gestion de ses actifs (87 % du portefeuille). La Mutuelle Générale fait également appel à des partenaires externes afin de réaliser des études extra-financières de son portefeuille global notamment via la transposition de son portefeuille.

La Mutuelle Générale alloue un budget à la finance durable correspondant à plus de 110 K€. Ce montant englobe le coût des prestations externes (hors frais de gestion des sociétés de gestion) dédiées à la mise en place et au suivi de notre stratégie ESG. Ce budget consacré aux prestations, à la recherche et à la consolidation des données ESG permet de renforcer de manière continue notre démarche d'investissement responsable.

2. Actions menées en vue de renforcer les capacités internes

Mieux comprendre les enjeux de la transition écologique auxquels notre société est confrontée est l'un des principaux leviers d'action pour y faire face. La Mutuelle Générale a à cœur de sensibiliser ses parties prenantes internes et externes à ces enjeux.

Des campagnes de sensibilisation sont régulièrement mises en œuvre au sein de l'entreprise. Comme chaque année, nos collaborateurs ont par exemple bénéficié d'un temps fort pendant la Semaine européenne du développement durable avec différentes animations pour sensibiliser aux différents volets de la RSE et expliquer la démarche de développement durable mise en place par l'entreprise.

De plus, nos référents RSE, dont les membres du comité de pilotage dédié à la finance durable ont effectué une Fresque du climat. Basée sur les connaissances scientifiques compilées par le GIEC, la fresque du climat a permis de présenter avec pédagogie les enjeux du réchauffement climatique, et d'échanger sur l'engagement de La Mutuelle Générale dans le cadre de sa stratégie bas carbone notamment.

Un e-learning d'initiation à la RSE a également été mis à disposition des équipes. Son objectif est de permettre à l'ensemble des collaborateurs de La Mutuelle Générale de développer des connaissances sur la RSE et le développement durable, et de connaître notre démarche d'engagement responsable. En parallèle, un club composé de collaborateurs volontaires, ambassadeurs de la RSE, a été mis en place en 2022 afin de poursuivre l'acculturation des salariés. La RSE Academy propose ainsi des ateliers participatifs sur de nombreuses thématiques comme les Objectifs de développement durable (ODD), l'économie circulaire, la santé environnementale, les limites planétaires ou encore les fêtes responsables.

La Mutuelle Générale mobilise finalement ses canaux de communication auprès de ses différents publics et notamment des adhérents, via des articles dédiés aux enjeux RSE et ESG dans le magazine MG Actualités. En complément, les élus des comités de section de La Mutuelle Générale organisent tout au long de l'année différentes conférences traitant, entre autres, des questions liées à l'environnement, la santé ou la consommation responsable.

PRISE EN COMPTE DES CRITÈRES ESG AU NIVEAU DE LA GOUVERNANCE

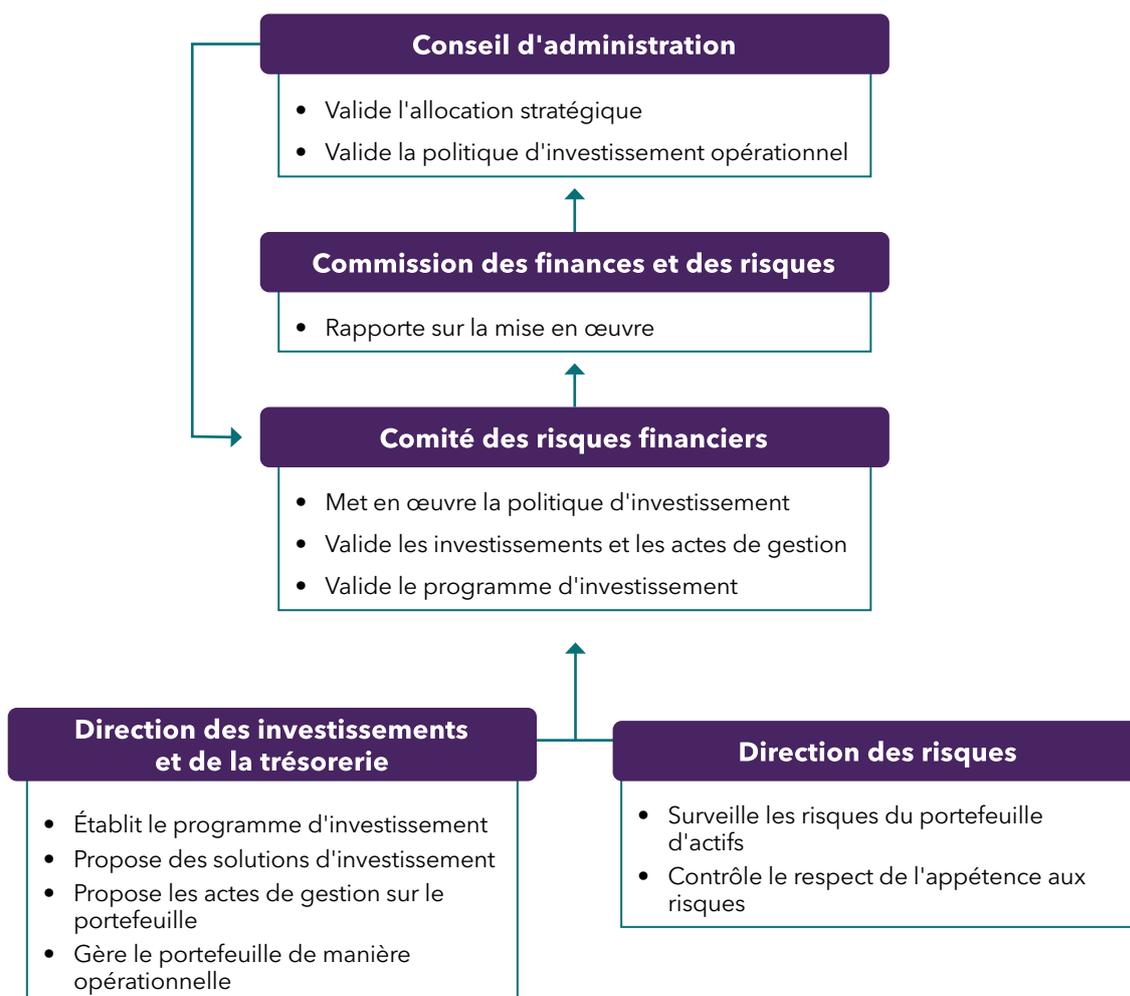
1. Connaissances, compétences et expérience des instances

La Mutuelle Générale a mis en place des instances de gouvernance chargées du contrôle et du suivi de sa politique d'investissement, et notamment de ses investissements responsables. Cette gouvernance est fondée à la fois sur les instances politiques composées des administrateurs qui valident les décisions stratégiques, et sur les équipes opérationnelles qui proposent et mettent en œuvre ces orientations.

Le conseil d'administration est l'instance de décision de La Mutuelle Générale. Il valide la politique d'investissement et l'allocation stratégique, et en assure le suivi.

Le comité des risques financiers est chargé de la mise en place de la politique d'investissement. Il valide le programme d'investissements soumis par la direction des Investissements et de la Trésorerie, tandis que la direction des Risques contrôle et surveille l'exposition aux risques, notamment le risque de durabilité.

L'élaboration de notre politique d'investissement tient compte des besoins de gestion actif/passif, du contexte économique, du coût en capital réglementaire et de la trajectoire financière. La politique intègre un suivi extra-financier des placements; elle est notamment alignée avec les engagements et les valeurs de La Mutuelle Générale.



Comme chaque année, les éléments relatifs à notre démarche d'investissement responsable (inclus dans le rapport RSE) ont été présentés et approuvés par nos différentes instances compétentes. La stratégie d'alignement climat et biodiversité (cf. pages 31 à 37) a elle aussi été présentée et validée en commission des finances et des risques et par le conseil d'administration en janvier 2023.

De plus, nous nous efforçons d'accompagner toujours davantage la montée en compétences individuelles et collectives de nos élus et de notre gouvernance. Notre offre de formation propose ainsi des parcours spécifiques aux membres du conseil d'administration et aux élus des comités de section. Notre enjeu : assurer un parcours de formation de qualité, permettant à notre gouvernance d'accompagner la Mutuelle au quotidien et dans ses objectifs d'évolution, notamment en matière de durabilité.

Une offre de formation pour nos administrateurs

Pour accompagner nos administrateurs dans leur montée en compétences, un guide de formation précise chaque année le référentiel de leur fonction et l'ensemble des sessions dont ils peuvent bénéficier.

Ces formations sont animées :

- par des experts internes et externes pour les interventions sur les techniques assurantielles, la santé, la prévoyance, la réassurance, la réglementation (dont Solvabilité 2), la RSE, la qualité des données ou l'intelligence artificielle ;
- et par des experts externes (pour certains issus de la Fédération Nationale de la Mutualité Française - FNMF) pour les sujets sur la protection sociale, le système de santé français, ou encore la prévention.

Signe de l'importance croissante du développement durable, les administrateurs de La Mutuelle Générale assistent depuis 2021 à des formations et présentations sur différentes thématiques dont la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise.

En 2022, les thèmes présentés ont couvert la définition de la RSE et ses différentes dimensions, la notion de risque de durabilité, et la démarche RSE globale de La Mutuelle Générale via ses enjeux et engagements. Après un panorama des réglementations sur la finance durable et les pratiques de place, les réalisations et perspectives de La Mutuelle Générale en matière d'investissement responsable ont également été revues.

Cette année, les membres du conseil d'administration ont assisté à une présentation de la nouvelle directive européenne CSRD (*Corporate Sustainability Reporting Directive*), notamment de ses objectifs, enjeux et méthodologie de l'analyse de double matérialité. Ce nouveau cadre de reporting vise à davantage de transparence et d'enrichissement sur les informations ESG communiquées par les entreprises.

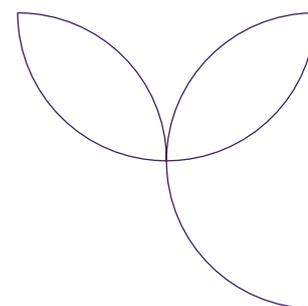
Finalement, des formations individuelles ont été dispensées à nos administrateurs via e-learning sur le thème du numérique responsable, par la FNMF sur le thème « Comprendre la RSE et ses enjeux », et par l'Argus de l'assurance sur le thème « Fondamentaux de la RSE dans l'assurance : s'approprier et intégrer le concept de RSE ».

En 2024, nous allons mettre en œuvre une démarche de vérification des compétences ESG de nos instances de gouvernance.

2. Politique de rémunération

Nous avons entrepris au cours de l'année 2022 la modification de la politique de rémunération afin d'y intégrer le risque de durabilité. Notre dispositif de rémunération veille à ce que les attributions de rémunération n'encouragent pas une prise de risque au-delà des limites de tolérance aux risques de l'entreprise et ne menacent pas sa capacité à conserver des fonds propres appropriés. Le dispositif mis en place est cohérent, transparent et promeut une gestion saine et efficace du risque. Il permet d'éviter les situations de conflits d'intérêts et prévient les prises de risques inconsidérées ou incompatibles avec l'intérêt des adhérents.

Le système d'incitation des cadres dirigeants est fondé sur une part fixe et une part variable, avec un ratio proportionné afin de garantir un équilibre entre les deux composantes de la rémunération. Le montant de la part variable est déterminé sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs, permettant notamment de prendre en compte la performance de l'entreprise en matière de durabilité (critères environnementaux, sociaux et de qualité de la gouvernance).



STRATÉGIE D'ENGAGEMENT

1. Concernant les actifs en délégation de gestion (87 % des encours)

La Mutuelle Générale s'assure que les principales sociétés de gestion avec lesquelles elle opère ont une politique de vote et d'engagement en ligne avec ses valeurs.

Au cours des exercices 2022 et 2023, des échanges réguliers ont été réalisés avec les principaux mandataires de gestion, dans le cadre du suivi des rapports d'engagements et de votes.

Une part significative des encours (54,5 % au 31 décembre 2023) de La Mutuelle Générale est gérée par Ostrum AM qui applique une politique d'engagement* active et responsable à ses investissements.

Au cours de l'exercice 2023, Ostrum AM a mené 75 actions d'engagements (réunions et contacts) pour 34 entreprises du mandat obligataire délégué, ce qui représente 16 % des émetteurs corporate (hors souverains et assimilés). Parmi ces actions d'engagements, 39 avaient pour thématique « Participer à l'atténuation et s'adapter au changement climatique » et 12 « Limiter l'impact sur l'écosystème environnementale ».

Nous bénéficions de la politique de sortie du charbon d'Ostrum AM pour la gestion de nos actifs. Ostrum AM mène sur ce thème un engagement actif avec les entreprises dans lesquelles un investissement est conservé afin de valider la crédibilité de leur plan de sortie et appuyer leur transition écologique.

Ostrum AM a également rejoint au cours de l'exercice 2022 l'initiative *Climate Action 100+* qui vise à s'assurer que les 166 plus grands émetteurs de gaz à effet de serre au monde prennent les mesures nécessaires pour lutter contre le changement climatique. À ce titre Ostrum AM s'est engagé à promouvoir les objectifs de *Climate Action 100+* auprès de plusieurs entreprises directement visées par l'initiative.

Pour plus de détails sur la stratégie d'engagement de notre principale société de gestion, nous vous invitons à vous reporter à la documentation publiée par Ostrum AM : www.ostrum.com/fr/notre-documentation-rse-et-esg

Dans le cadre de la gestion déléguée de notre fonds taux dédié (3,4 % des encours au 31 décembre 2023), Lazard Frères Gestion applique également une politique d'engagement avec les entreprises. Celle-ci a pour objectif d'amener les sociétés à s'améliorer de manière continue et constructive sur l'ensemble des pratiques ESG, parmi lesquelles la transparence, l'intégration des enjeux de développement durable, les Objectifs du Développement Durable (ODD), et les bonnes pratiques de gouvernance. Les résultats des dialogues et des actions d'engagement sont suivis au sein de Lazard Frères Gestion et viennent alimenter le processus de notation interne des sociétés.

En 2023, notre fonds dédié est passé d'une gestion action à une gestion taux*. Dans le cadre de la gestion directe de nos obligations, 12 actions d'engagements ont été menées auprès de 12 émetteurs, ce qui représente 39,2 % de notre fonds dédié Lazard. Les thématiques abordées dans le cadre de ces engagements ont porté sur les thèmes ESG (environnement, social, gouvernance et transparence) de manière équilibrée.

Pour plus de détails sur la stratégie d'engagement de Lazard Frères Gestion, nous vous invitons à vous reporter à la documentation publiée : www.lazardfreresgestion.fr/FR/ESG-ISR/Notre-approche_147.html

2. Concernant les actifs en gestion directe (13 % des encours)

Dans le cadre de ses investissements dans ses filiales, La Mutuelle Générale exerce son droit de vote en tant qu'associée unique ou majoritaire, en ligne avec ses différentes politiques.

Pour ses participations dans des entités externes à l'entreprise, La Mutuelle Générale dispose d'un droit de vote en tant qu'actionnaire, et l'exerce en ligne avec ses valeurs.

* Les mandats de délégation de gestion confiés à Ostrum AM et Lazard Frères Gestion couvrent des actifs de types obligations qui n'octroient pas de droits de votes.

TAXONOMIE EUROPÉENNE

La finance durable ayant un rôle clé à jouer dans le verdissement de l'économie, la Commission européenne a adopté le « plan d'action 2018 » avec l'objectif de faire de l'Europe le premier continent neutre sur le plan climatique d'ici 2050.

C'est sur cette base que s'est construit le « règlement taxonomie » - règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 - qui établit un système de classification des activités durables sur le plan environnemental. En application de ce règlement, une activité économique peut être considérée comme durable et donc alignée à la taxonomie si :

- Elle est éligible à la taxonomie, c'est-à-dire mentionnée dans les actes délégués du règlement taxonomie ;
- Elle contribue substantiellement à un ou plusieurs des six objectifs environnementaux suivants (seuls les deux premiers sont applicables au titre de l'exercice 2022):
 - l'atténuation du changement climatique ;
 - l'adaptation au changement climatique ;
 - l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines ;
 - la transition vers une économie circulaire ;
 - la prévention et la réduction de la pollution ;
 - la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.
- Elle ne cause de préjudice important à aucun des autres objectifs environnementaux ;
- Elle est exercée dans le respect des garanties minimales en matière de gouvernance et de droits de l'Homme.

En application des différentes réglementations, La Mutuelle Générale publie les informations relatives au caractère durable sur le plan environnemental de ses activités économiques. Ainsi sur l'exercice 2022, six indicateurs relatifs aux investissements sont publiés ainsi que la part des encours exposés dans le secteur des combustibles fossiles.

1. Indicateurs taxonomie relatifs aux investissements

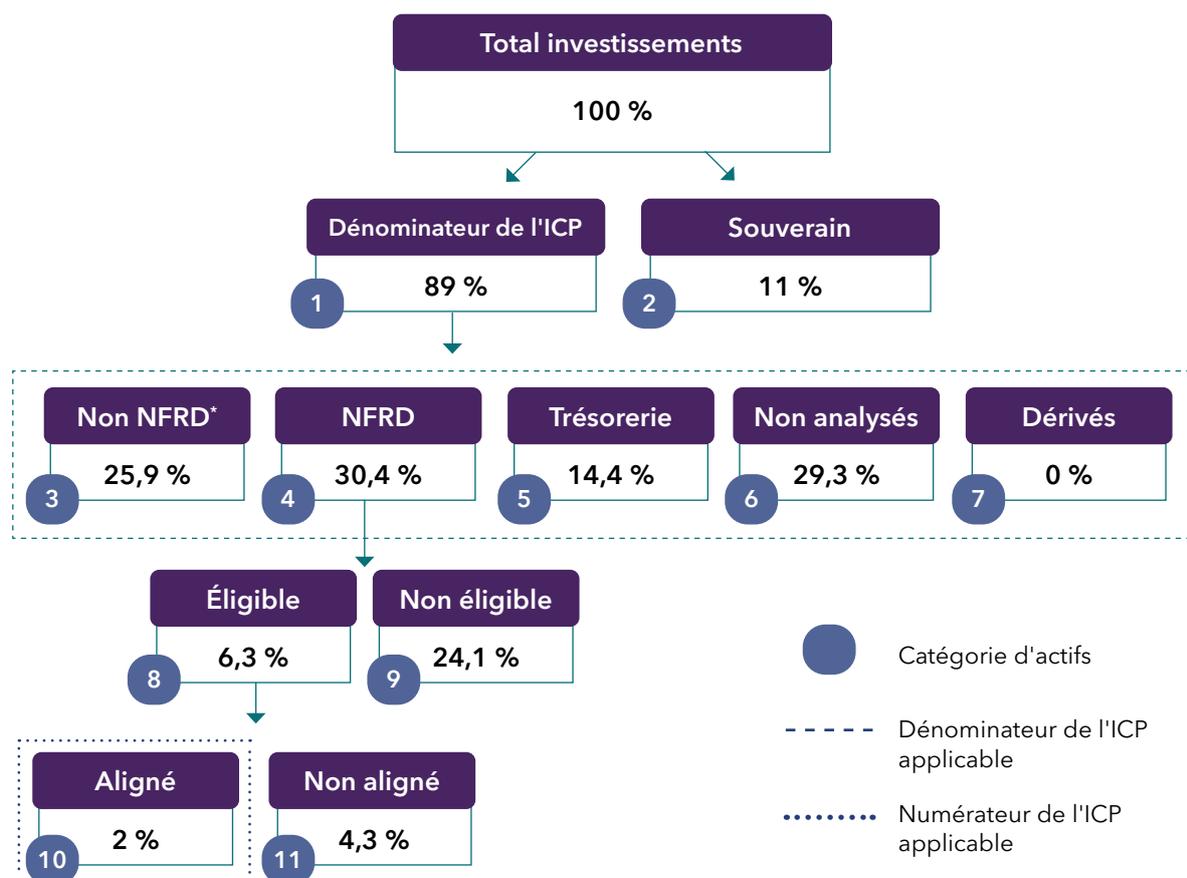
Au 31 décembre 2023, nous sommes en mesure de publier les indicateurs relatifs aux deux premiers objectifs environnementaux d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, en termes d'éligibilité et d'alignement.

Les indicateurs relatifs aux quatre autres objectifs environnementaux n'ont pas pu être produits pour des raisons opérationnelles. En effet, les entreprises financières et non financières publieront ces informations pour la première fois au cours de l'exercice 2024. Ces indicateurs seront intégrés dans nos futurs reportings réglementaires.

Modalités de calcul de nos indicateurs, arrêtés au 31 décembre 2023 :

- Nos calculs sont basés sur le périmètre comptable qui correspond également au périmètre prudentiel ;
- Notre base de calcul s'entend sur le périmètre solo de La Mutuelle Générale. Ainsi ce reporting ne tient pas compte des investissements des autres entités du Groupe ;
- Notre reporting prend en compte les investissements (incluant la Trésorerie et équivalent de Trésorerie) enregistrés à l'actif en valeur de marché, hors coupons courus de l'état des placements solo La Mutuelle Générale ;
- Les informations relatives à la taxonomie sont celles publiées par les entreprises, sans recours à des estimations ;
- Les expositions non analysées sont essentiellement les OPCVM (Organisme de placement collectif en valeurs mobilières) non transparisés (investissements non cotés) ;
- Les indicateurs réglementaires sont tous exprimés par rapport au total des actifs couverts par l'ICP (cf. schéma page suivante) ;
- Le calcul de la part d'éligibilité est présenté sur la base du chiffre d'affaires ;
- Le calcul d'alignement est présenté à la fois sur la base du chiffre d'affaires et du CapEx (dépenses d'investissement).

Le schéma ci-dessous présente la répartition du portefeuille d'actifs de La Mutuelle Générale, permettant le calcul des indicateurs réglementaires.



Méthodologie de calcul de l'indicateur « ICP » (1), « Part éligible » (8) et « Part alignée » (10) :

Le dénominateur de l'ICP se base sur le total des investissements duquel sont exclues les expositions relatives aux fonds souverains, administrations centrales, banques centrales ou émetteurs supranationaux conformément au règlement délégué - (UE) 2021/2178.

Une large part des investissements est soumise à l'analyse d'éligibilité et d'alignement. En effet, la part de l'ICP (1) (investissements hors souverains) représentent 89 % des investissements totaux de La Mutuelle Générale.

La part de nos actifs investis dans des entreprises soumises à la NFRD (entreprises financières et non financières qui sont soumises à l'article 19 bis ou à l'article 29 bis de la directive 2013/34/UE) est déterminée en partant du dénominateur duquel sont exclus :

- Les expositions sur des entreprises qui ne sont pas tenues de publier des informations non financières en vertu de l'article 19 bis ou de l'article 29 bis de la directive 2013/34/UE (non NFRD) (3)
- Les dérivés (7)
- La trésorerie et équivalents de trésorerie (5)
- Les actifs non analysés (6), qui ne sont ni des dérivés, ni des liquidités, ni des entreprises NFRD ou non NFRD.

L'analyse de l'éligibilité et de l'alignement s'effectue uniquement sur le périmètre des actifs investis dans des entreprises soumises à la NFRD.

La part des actifs de trésorerie et équivalents de trésorerie (5) ainsi que les actifs non analysés (6) représentent 43,7 % du total de l'ICP (29,3 % pour le non analysé et 14,4 % pour les actifs de trésorerie et équivalents de trésorerie hors activités de repo). L'analyse de l'éligibilité et de l'alignement est donc réduite à 30,4 % du total de l'ICP. Ceci est dû à une part importante d'actifs non transparisés qui correspondent aux actifs non cotés.

La part éligible (8) et alignée (10) correspond à la somme des valeurs de marché des titres NFRD multipliée par le pourcentage d'éligibilité ou d'alignement publié par les entreprises sous-jacentes.

Afin de calculer la part éligible ou alignée réglementaire, La Mutuelle Générale a collecté via son partenaire Wizzinvest les pourcentages d'éligibilité ou d'alignement les plus récents fournis par les entreprises sous-jacentes via les informations relatives à la Taxonomie publiées dans les rapports annuels 2022.

Méthodologie et ventilation du numérateur de l'ICP et par objectif environnemental :

L'analyse d'alignement du numérateur (10) est calculé uniquement sur les actifs détenus par LMG dans entreprises soumises à la NFRD.

Concernant, la « Part des expositions, alignées sur la taxonomie, sur d'autres contreparties, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP », par mesure de

prudence nous avons considéré que les entreprises non soumises aux obligations de publications de durabilité (non NFRD) ne seraient pas alignées car nous ne disposons pas d'informations publiées.

Au titre de l'exercice 2023, l'analyse de l'alignement, s'effectue au regard de la contribution aux deux premiers objectifs environnementaux :

- L'atténuation au changement climatique selon les catégories des activités transitoires et activités habilitantes;
- L'adaptation au changement climatique selon la catégorie habilitante.
- Une activité ne pouvant être alignée que sur un seul objectif.

La part alignée à la taxonomie verte européenne (selon les critères du règlement taxonomie (UE) 2020/852 du 18 juin 2020) représente 47,1 M€ sur la base du chiffre d'affaires, c'est à dire 2 % du total des actifs couverts de l'ICP.

Au titre de l'exercice 2023, aucun de nos investissements ne contribue à l'objectif environnemental d'adaptation au changement climatique.

Base de calcul : Total des encours placements des entreprises d'assurances, en valeur de marché (incluant les actifs de trésorerie et équivalents de trésorerie hors activités de repo) hors coupons courus, au 31 décembre 2023, soit 2,75 milliards d'euros.

Tableau 1 - Part des encours concernant les activités éligibles à la taxonomie

		Ratio réglementaire (obligatoire) basé sur les publications des contreparties
		0010
Part des expositions sur des activités économiques éligibles à la taxonomie	0010	6,314 %
Part des expositions sur des activités économiques non éligibles à la taxonomie	0020	24,075 %

Tableau 2 - Part des encours concernant les activités en conformité avec la taxonomie

Part des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance qui sont destinés à financer des activités alignées sur la taxonomie, ou associés à de telles activités, par rapport au total de ses investissements.

		Indicateur chiffré	
		0010	
Valeur moyenne pondérée de tous les investissements qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités économiques alignées sur la taxonomie, par rapport à la valeur totale des actifs couverts par l'ICP, pour les investissements dans des entreprises :			
Sur la base du chiffre d'affaires	0010	1,952 %	10
Sur la base des dépenses d'investissement	0020	3,211 %	
Valeur moyenne pondérée de tous les investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités économiques alignées sur la taxonomie, pour les investissements dans des entreprises :			
Sur la base du chiffre d'affaires	0030	47 908 972	
Sur la base des dépenses d'investissement	0040	78 798 936	
Pourcentage d'actifs couverts par l'ICP par rapport au total des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance (total des actifs sous gestion). À l'exclusion des investissements dans des entités souveraines (ratio de couverture)	0050	89,018 %	1
Valeur monétaire des actifs couverts par l'ICP. À l'exclusion des investissements dans des entités souveraines (couverture)	0060	2 454 058 789	

Autres informations complémentaires : ventilation du dénominateur de l'ICP.

		Indicateur chiffré	
		0010	
Pourcentage de dérivés par rapport au total des actifs couverts par l'ICP :	0070	0 %	7
Valeur, en montants monétaires, des dérivés :	0080	0	
Part des expositions sur des entreprises financières et non financières non soumises aux articles 19bis et 29bis de la directive 2013/34/UE, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP :			
Pour les entreprises non-financières	0090	4,488 %	3
Pour les entreprises financières	0100	8,24 %	
Valeur des expositions sur des entreprises financières et non financières non soumises aux articles 19bis et 29bis de la directive 2013/34/UE :			
Pour les entreprises non-financières	0110	110 139 748	3
Pour les entreprises financières	0120	202 224 241	

Part des expositions sur des entreprises financières et non financières de pays tiers non soumises aux articles 19bis et 29bis de la directive 2013/34/UE, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP :			
Pour les entreprises non-financières	0130	6,617%	3
Pour les entreprises financières	0140	6,56%	
Valeur des expositions sur des entreprises financières et non financières de pays tiers non soumises aux articles 19bis et 29bis de la directive 2013/34/UE :			
Pour les entreprises non-financières	0150	162 377 804	3
Pour les entreprises financières	0160	160 985 877	
Part des expositions sur des entreprises financières et non financières soumises aux articles 19bis et 29bis de la directive 2013/34/UE par rapport au total des actifs couverts par l'ICP :			
Pour les entreprises non-financières	0170	15,507%	4
Pour les entreprises financières	0180	14,882%	
Valeur des expositions sur des entreprises financières et non financières soumises aux articles 19bis et 29bis de la directive 2013/34/UE :			
Pour les entreprises non-financières	0190	380 547 448	
Pour les entreprises financières	0200	365 205 032	
Part des expositions sur d'autres contreparties et actifs, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP :	0210	43,706%	5 & 6
Valeur des expositions sur d'autres contreparties et actifs :	0220	1 072 578 639	
Part des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, autres que ceux détenus dans le cadre de contrats d'assurance vie dans lesquels le risque d'investissement est supporté par le preneur, qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités économiques alignées sur la taxonomie :	0230	Non applicable	
Valeur des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, autres que ceux détenus dans le cadre de contrats d'assurance vie dans lesquels le risque d'investissement est supporté par le preneur, qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités économiques alignées sur la taxonomie :	0240	Non applicable	
Valeur de tous les investissements qui financent des activités économiques non éligibles à la taxonomie par rapport à la valeur totale des actifs couverts par l'ICP :	0250	24,075%	9
Valeur de tous les investissements qui financent des activités économiques non éligibles à la taxonomie :	0260	107 039 108	
Valeur de tous les investissements qui financent des activités économiques éligibles à la taxonomie, mais non alignées sur la taxonomie, par rapport à la valeur totale des actifs couverts par l'ICP :	0270	4,362%	11
Valeur de tous les investissements qui financent des activités économiques éligibles à la taxonomie, mais non alignées sur la taxonomie :	0280	107 039 108	

Autres informations complémentaires : ventilation du numérateur de l'ICP.

Indicateur chiffré
0010

Pour les entreprises non-financières

Part des expositions, alignées sur la taxonomie, sur des entreprises non financières soumises aux articles 19bis et 29bis de la directive 2013/34/UE, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP

Sur la base du chiffre d'affaires	0290	1,952%
Sur la base des dépenses d'investissement	0300	3,211%

10

Valeur des expositions, alignées sur la taxonomie, sur des entreprises non financières soumises aux articles 19bis et 29bis de la directive 2013/34/UE :

Sur la base du chiffre d'affaires	0310	47 908 972
Sur la base des dépenses d'investissement	0320	78 798 936

Pour les entreprises financières

Part des expositions, alignées sur la taxonomie, sur des entreprises financières soumises aux articles 19 bis et 29 bis de la directive 2013/34/UE, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP

Sur la base du chiffre d'affaires	0330	0,0%
Sur la base des dépenses d'investissement	0340	0,0%

Valeur des expositions, alignées sur la taxonomie, sur des entreprises financières soumises aux articles 19bis et 29bis de la directive 2013/34/UE :

Sur la base du chiffre d'affaires	0350	0
Sur la base des dépenses d'investissement	0360	0

Pour toutes les entreprises

Part des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, autres que ceux détenus dans le cadre de contrats d'assurance vie dans lesquels le risque d'investissement est supporté par le preneur, qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités alignées sur la taxonomie :

Sur la base du chiffre d'affaires	0370	Non applicable
Sur la base des dépenses d'investissement	0380	Non applicable

Valeur des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, autres que ceux détenus dans le cadre de contrats d'assurance vie dans lesquels le risque d'investissement est supporté par le preneur, qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités alignées sur la taxonomie :

Sur la base du chiffre d'affaires	0390	Non applicable
Sur la base des dépenses d'investissement	0400	Non applicable

Part des expositions, alignées sur la taxonomie, sur d'autres contreparties et actifs, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP :

Sur la base du chiffre d'affaires	0410	0,0%
Sur la base des dépenses d'investissement	0420	0,0%

Valeur des expositions, alignées sur la taxonomie, sur d'autres contreparties et actifs, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP :

Sur la base du chiffre d'affaires	0430	0
Sur la base des dépenses d'investissement	0440	0

Ventilation du numérateur de l'ICP par objectif environnemental : activités alignées sur la taxonomie.

	Part des exposition contribuant de façon significative à l'objectif environnemental	Dont Activités transitoires	Dont activités habilitantes
	0010	0020	0030

(1) Atténuation du changement climatique

Base de calcul de l'ICP: Chiffre d'affaires	0450	1,952%	0,179%	1,113%
Base de calcul de l'ICP: CapEx	0460	3,059%	0,311%	1,54%

(2) Adaptation au changement climatique

Base de calcul de l'ICP: Chiffre d'affaires	0470	0,0%
Base de calcul de l'ICP: CapEx	0480	0,152%

(3) Utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines

Base de calcul de l'ICP: Chiffre d'affaires	0490	0,0%
Base de calcul de l'ICP: CapEx	0500	0,0%

(4) Transition vers une économie circulaire

Base de calcul de l'ICP: Chiffre d'affaires	0510	0,0%
Base de calcul de l'ICP: CapEx	0520	0,0%

(5) Prévention et réduction de la pollution

Base de calcul de l'ICP: Chiffre d'affaires	0530	0,0%
Base de calcul de l'ICP: CapEx	0540	0,0%

(6) Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes

Base de calcul de l'ICP: Chiffre d'affaires	0550	0,0%
Base de calcul de l'ICP: CapEx	0560	0,0%

Publication des informations visées à l'article 8 du règlement délégué (UE) 2021/2178 (paragraphe 6 et 7) sur les activités liées à l'énergie nucléaire et au gaz fossile.

		Activités liées à l'énergie nucléaire
		0010
L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de recherche, de développement, de démonstration et de déploiement d'installations innovantes de production d'électricité à partir de processus nucléaires avec un minimum de déchets issus du cycle du combustible.	0570	OUI
L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction et d'exploitation sûre de nouvelles installations nucléaires de production d'électricité ou de chaleur industrielle, notamment à des fins de chauffage urbain ou aux fins de procédés industriels tels que la production d'hydrogène, y compris leurs mises à niveau de sûreté, utilisant les meilleures technologies disponibles.	0580	OUI
L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités d'exploitation sûre d'installations nucléaires existantes de production d'électricité ou de chaleur industrielle, notamment à des fins de chauffage urbain ou aux fins de procédés industriels tels que la production d'hydrogène, à partir d'énergie nucléaire, y compris leurs mises à niveau de sûreté.	0590	OUI
		Activités liées au gaz fossile
		0010
L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction ou d'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de combustibles fossiles gazeux.	0600	OUI
L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction, de remise en état et d'exploitation d'installations de production combinée de chaleur/froid et d'électricité à partir de combustibles fossiles gazeux.	0610	OUI
L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction, de remise en état ou d'exploitation d'installations de production de chaleur qui produisent de la chaleur/du froid à partir de combustibles fossiles gazeux.	0620	OUI

Activités économiques alignées sur la taxonomie (dénominateur).

Les indicateurs calculés sont rapportés au dénominateur de l'ICP applicable.

Les indicateurs calculés correspondent à :

- La part des activités alignées sur la taxonomie investies dans l'énergie nucléaire et dans le gaz fossile sur l'ensemble des actifs financiers inclus dans le dénominateur de l'ICP applicable ;
- La part des activités alignées sur la Taxonomie qui ne sont pas investies dans l'énergie nucléaire et dans le gaz fossile sur l'ensemble des actifs financiers inclus dans le dénominateur de l'ICP applicable.

Au 31 décembre 2023, le portefeuille de La Mutuelle Générale est aligné à la Taxonomie à 0,04 % sur certaines activités économiques liées à l'énergie nucléaire et au gaz fossile (sur la base du chiffre d'affaires).

La part des autres activités alignées sur la Taxonomie du portefeuille de La Mutuelle Générales qui ne sont pas investies dans les activités liées à l'énergie nucléaire et au gaz fossile représente 1,91 % au dénominateur de l'ICP qui lui-même représente 89 % du total des investissements (sur la base du chiffre d'affaires).

Activités économiques		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant €	%	Montant €	%	Montant €	%
		0010	0020	0030	0040	0050	0060
Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0630	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0640	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0650	1 071 717,14	0,04%	1 071 717,14	0,04%	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0660	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0670	151,14	0,00%	151,14	0,00%	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0680	50,38	0,00%	50,38	0,00%	0	0,00%
Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxonomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	0690	46 837 053,14	1,91%	46 828 334,84	1,91%	8718,3	0,00%
Total ICP applicable	0700	2 454 058 789	100,00%				

Activités économiques alignées sur la taxonomie (numérateur).

Les indicateurs calculés sont rapportés au numérateur de l'ICP applicable.

Les indicateurs calculés correspondent à :

- La part des activités alignées sur la Taxonomie investies dans l'énergie nucléaire et dans le gaz fossile sur l'ensemble des actifs financiers alignés (total numérateur).
- La part des autres activités alignées sur la Taxonomie qui ne sont pas investies dans l'énergie nucléaire et dans le gaz fossile sur l'ensemble des actifs financiers alignés (total numérateur).

Au 31 décembre 2023, la part alignée à la taxonomie verte européenne (selon les critères du règlement taxonomie (UE) 2020/852 du 18 juin 2020) représente 48M€ soit 2 % du total des actifs couverts de l'ICP sur la base du chiffre d'affaires.

Activités économiques		(CCM + CCA)		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
		0010	0020	0030	0040	0050	0060
Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	0710	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	0720	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	0730	1 071 717,14	2,24%	1 071 717,14	2,24%	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	0740	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	0750	151,14	0,00%	151,14	0,00%	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	0760	50,38	0,00%	50,38	0,00%	0	0,00%
Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxonomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au numérateur de l'ICP applicable	0770	46 837 053,14	97,76%	46 828 334,84	97,74%	8718,3	0,02%
Montant total et proportion totale des activités économiques alignées sur la taxonomie au numérateur de l'ICP applicable	0780	47 908 971,8	100,00%	47 900 253,5	99,98%	8718,3	0,02%

Activités économiques éligibles à la taxonomie mais non alignées sur celle-ci

Les indicateurs calculés sont rapportés au dénominateur de l'ICP applicable.

Les indicateurs calculés correspondent à :

- La part des activités éligibles mais non alignées sur la Taxonomie investies dans l'énergie nucléaire et le gaz fossile sur l'ensemble des actifs financiers inclus dans le dénominateur de l'ICP applicable.
- La part des autres activités éligibles mais non alignées sur la Taxonomie qui ne sont pas investies dans l'énergie nucléaire et le gaz fossile sur l'ensemble des actifs financiers inclus dans le dénominateur de l'ICP applicable.

Au 31 décembre 2023, le portefeuille de La Mutuelle Générale a des activités éligibles mais non alignées sur la Taxonomie qui sont investies dans l'énergie nucléaire et au gaz fossile. Cela représente 0,10 % au dénominateur de l'ICP sur la base du chiffre d'affaires.

La part totale des activités éligibles mais non alignées sur la Taxonomie du portefeuille de La Mutuelle Générales représente 107 M€ c'est-à-dire 4,36 % au dénominateur de l'ICP sur la base du chiffre d'affaires.

Activités économiques		(CCM + CCA)		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
		0010	0020	0030	0040	0050	0060
Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0790	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0800	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0810	14168,16	0,00%	14 168,16	0,00%	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0820	2 088 933,924	0,09%	2 088 933,924	0,09%	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0830	239 119,16	0,01%	239 119,16	0,01%	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0840	1945,37	0,00%	1945,37	0,00%	0	0,00%
Montant et proportion des autres activités économiques éligibles à la taxonomie, mais non alignées sur celle-ci, non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	0850	104 694 941,7	4,27%	77 777 484,04	3,17%	26917457,66	1,10%
Montant total et proportion totale des activités économiques éligibles à la taxonomie, mais non alignées sur celle-ci, au dénominateur de l'ICP applicable	0860	107 039 108,3	4,36%	80 121 650,65	3,26%	26917457,66	1,10%

Activités économiques non éligibles à la taxonomie.

Activités économiques		Montant	%
		0010	0020
Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 1 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0870	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 2 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0880	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 3 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0890	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 4 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0900	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 5 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0910	0	0,00%
Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 6 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0920	0	0,00%
Montant et proportion des autres activités économiques non éligibles à la taxonomie et non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	0930	0	0,00%
Montant total et proportion totale des activités économiques non éligibles à la taxonomie au dénominateur de l'ICP applicable	0940	590 804 400,5	24,07%

Tableau 3 - Informations à remettre par les entités assujetties aux dispositions de l'article 29 de la loi Energie Climat mais non assujetties à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 à compter du 1^{er} janvier 2024

Part des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance qui sont destinés à financer des activités alignées sur la taxonomie, ou associés à de telles activités, par rapport au total de ses investissements.

	Indicateur chiffré	
	0010	
Valeur moyenne pondérée de tous les investissements qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités économiques alignées sur la taxonomie, par rapport à la valeur totale des actifs couverts par l'ICP, avec les pondérations suivantes pour les investissements dans des entreprises:		
Sur la base du chiffre d'affaires	0010	1,952%
Sur la base des dépenses d'investissement	0020	3,211%

Informations complémentaires sur les exclusions au numérateur et au dénominateur.

	Indicateur chiffré	
	0010	
Part des expositions sur des entreprises financières et non financières non soumises aux articles 19bis et 29bis de la directive 2013/34/UE, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP:	0030	23,06%
Part des expositions sur des administrations centrales, des banques centrales ou des émetteurs supranationaux, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP :	0040	10,982%
Part des produits dérivés, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP.	0050	0,0%

Part des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance qui sont affectés à des activités qui contribuent significativement à l'atteinte des objectifs climatiques.

	(1) Atténuation du changement climatique	(2) Adaptation au changement climatique	(3) Utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines	(4) Transition vers une économie circulaire	(5) Prévention et réduction de la pollution	(6) Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes
	0010	0020	0030	0040	0050	0060
Valeur moyenne pondérée de tous les investissements qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités économiques alignées sur la taxonomie, par rapport à la valeur totale des actifs couverts par l'ICP, avec les pondérations suivantes pour les investissements dans des entreprises :						
Sur la base du chiffre d'affaires	0060	1,952%	0 %	Les données sur les 4 derniers objectifs ne sont pas encore publiées par les contreparties		
Sur la base des dépenses d'investissement	0070	3,059%	0,152%	Les données sur les 4 derniers objectifs ne sont pas encore publiées par les contreparties		

Tableau 4 - Ratio d'alignement sur base volontaire intégrant une estimation de l'alignement des contreparties

Part des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance qui sont destinés à financer des activités alignées sur la taxonomie, ou associés à de telles activités, par rapport au total de ses investissements.

		Pourcentage
		0010
Valeur moyenne pondérée de tous les investissements qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités économiques alignées sur la taxonomie, par rapport à la valeur totale des actifs couverts par l'ICP, avec les pondérations suivantes pour les investissements dans des entreprises :		
Sur la base du chiffre d'affaires	0010	2,052%
Sur la base des dépenses d'investissement	0020	3,297%
Pourcentage d'actifs couverts par l'ICP par rapport au total des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance (total des actifs sous gestion). À l'exclusion des investissements dans des entités souveraines	0030	89,018%

2. Part des encours exposés dans le secteur des combustibles fossiles

Afin de calculer la part de ses encours exposés dans le secteur des combustibles fossiles*, La Mutuelle Générale a sommé les valeurs de marché des titres dont les contreparties sont exposées à ce secteur dès le premier euro de chiffre d'affaires** et dont l'identification est fournie par MSCI.

Au 31 décembre 2023, l'exposition de ses encours au secteur des combustibles fossiles s'élève à 1,46 %.

* Les sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles correspondent aux « sociétés qui tirent des revenus de la prospection, de l'exploitation minière, de l'extraction, de la production, de la transformation, du stockage, du raffinage ou de la distribution, y compris le transport, l'entreposage et le commerce, de combustibles fossiles au sens de l'article 2, point 62), du règlement (UE) 2018/1999 du Parlement européen et du Conseil ». Règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission

** Dès le premier euro de chiffre d'affaires généré dans le secteur des combustibles fossiles par une entreprise, la position de cette contrepartie dans le portefeuille de La Mutuelle Générale ressortira comme 100% exposée au secteur des combustibles fossiles.

STRATÉGIE D'ALIGNEMENT AVEC L'ACCORD DE PARIS

1. Introduction

Le changement climatique constitue aujourd'hui un enjeu majeur qui appelle l'ensemble des acteurs de l'économie à l'action. En 2015, les dirigeants mondiaux se sont réunis lors de la COP21 et ont adopté l'Accord de Paris qui ambitionne de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre et de limiter à 2 °C (idéalement à 1,5 °C) le réchauffement planétaire. Il fixe également un cadre pour évaluer les progrès des acteurs économiques et suivre l'atteinte des objectifs.

Le financement de la transition vers une économie bas carbone est l'un des piliers permettant d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris ; les institutions financières ont donc un rôle central à jouer. Elles sont notamment appelées à revoir leur politique et leur stratégie d'investissement afin d'orienter les flux de capitaux pour encourager un développement résilient et sobre en carbone.

Afin d'élaborer une stratégie d'alignement avec l'Accord de Paris, La Mutuelle Générale a fait un premier état des lieux de sa performance en 2021. Au cours de l'exercice 2022, La Mutuelle Générale a approfondi ses travaux, ce qui a permis de définir

une démarche d'amélioration continue de sa stratégie d'alignement à l'Accord de Paris, et ainsi se conformer aux exigences de la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat. En 2023, nous avons engagé le déploiement de ce plan d'actions.

2. Stratégie d'alignement et démarche d'amélioration continue

La Mutuelle Générale a pour objectif de développer un engagement chiffré d'alignement à l'Accord de Paris sur l'ensemble de son portefeuille à l'horizon 2030. Conformément au décret 2021-663, cet objectif sera revu tous les cinq ans afin d'atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050 fixé par l'article 29 de la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat.

Ainsi, suite à l'état des lieux initié en 2021, La Mutuelle Générale a poursuivi les travaux au cours de cet exercice 2023 et a développé une stratégie d'alignement en trois étapes visant à atteindre son objectif d'alignement sur l'ensemble de son portefeuille à horizon 2030.

2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2040	2050
		Validation instances		Validation instances					
<p>2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Poursuite des travaux pour viser l'alignement du portefeuille 2050 sur une trajectoire 1,5 °C ou 2 °C Constitution des métriques pour pouvoir établir des objectifs quantitatifs consistants <ul style="list-style-type: none"> Renforcement du dialogue sur le climat avec les Sociétés de Gestion pour comprendre les outils et méthodes utilisés Renforcement du reporting qualitatif et quantitatif sur nos placements (empreinte carbone et couverture SBTI du portefeuille) 							Premier horizon d'objectifs quantitatifs obligatoires	Objectif neutralité carbone Loi Énergie Climat	
<p>2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Objectifs quantitatifs climat sur la poche obligataire et fonds dédiés taux, par rapport à l'année de référence 2023 Introduction de contraintes dans les mandats de gestion sur la réduction annuelle de l'empreinte carbone et sur un engagement projectif via la méthode de couverture SBTI du portefeuille 									
<p>2027 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Objectifs climat quantitatifs pour l'ensemble du portefeuille à 2030, quelle que soit la classe d'actifs 									

La première étape de la stratégie d'alignement à l'Accord de Paris a pour objectif de constituer les métriques pour pouvoir établir des objectifs quantitatifs consistants. Pour ce faire, des échanges avec les principales sociétés de gestion ont été réalisés au cours de l'exercice 2022 afin de définir les éléments de reporting quantitatifs et qualitatifs complémentaires que La Mutuelle Générale souhaite collecter.

Le périmètre de ces reporting a pu être étendu cette année, afin de collecter des données affinées sur la performance ESG, notamment carbone, de notre portefeuille d'actifs. Nos principaux partenaires nous fournissent désormais des indicateurs chiffrés, qui contribuent au déploiement de notre stratégie climat. Des éléments de reporting qualitatif permettent également de suivre les hypothèses méthodologiques prises par les sociétés de gestion et de pouvoir interroger celles-ci au regard des mesures effectuées sur les différentes délégations du portefeuille.

En 2023, nous avons aussi réalisé un appel d'offres afin de nous doter d'une plateforme de calcul et de suivi de la performance ESG de nos actifs financiers. Nous avons ainsi mandaté Manaos, plateforme de services aux investissements spécialisée dans la production et l'analyse de données ESG, afin de suivre en interne nos indicateurs extra-financiers et d'aligner notre portefeuille aux objectifs de l'Accord de Paris.

En complément du calcul de l'empreinte carbone de nos investissements que nous réalisons depuis 2020, nous mettons progressivement en place un suivi prospectif de l'alignement de notre portefeuille via la méthodologie *SBTi Portfolio Coverage*. Ce reporting renforcé permettra d'analyser le comportement statique (empreinte carbone) et dynamique (SBTi) de notre portefeuille.

La seconde étape de la stratégie d'alignement à l'Accord de Paris consiste à développer deux objectifs quantitatifs chiffrés à horizon 2030 sur la base des données collectées et analysées au cours des exercices 2023 à 2025, conformément aux demandes du décret 2021-663. Le premier objectif visera la réduction de l'empreinte carbone par rapport à l'exercice de référence 2023, tandis que le second portera sur la hausse de la part du portefeuille alignée à la méthodologie *SBTi Portfolio Coverage*, soit la proportion d'encours placés dans des entreprises ayant une trajectoire de décarbonation validée par la SBTi. Ces deux objectifs permettront à la fois d'assurer une réduction progressive de l'empreinte carbone du portefeuille de La Mutuelle Générale tout en introduisant une vision prospective de l'alignement à l'Accord de Paris par les émetteurs en portefeuille.

Les objectifs chiffrés pris en premier lieu porteront sur le mandat obligataire et le fonds dédié en gestion déléguée, qui représentent près de 58 % de nos encours au 31 décembre 2023. Ainsi les mandats de gestion intégreront des contraintes de réduction annuelle de l'empreinte carbone et de hausse annuelle du *SBTi Portfolio Coverage*.

Le renforcement des critères d'exclusions des politiques sectorielles sera également étudié au regard des éléments collectés au cours de la première étape.

Un pilotage resserré de l'atteinte des objectifs annuels sera mis en place afin d'assurer que les engagements pris par La Mutuelle Générale sont bien suivis.

Enfin, **la troisième étape** de la stratégie climat vise à étendre les objectifs chiffrés à 2030 à l'ensemble du portefeuille, y compris les fonds ouverts à partir de 2027.

En outre, la politique d'exclusion sectorielle pourra être renforcée et étendue. Enfin, afin de maîtriser son risque de transition, La Mutuelle Générale opérera un calcul et un suivi de l'impact financier de l'intégration des critères extra-financiers.

Afin d'étendre les objectifs quantitatifs à l'ensemble du portefeuille, La Mutuelle Générale opérera une nouvelle mise à jour de la grille de notation des nouveaux investissements. Cela permettra de s'assurer que chaque nouvel investissement est cohérent avec les engagements propres pris par La Mutuelle Générale.

À partir de 2030, cette stratégie d'alignement et ses objectifs de réduction associés seront revus tous les cinq ans en accord avec la réglementation.

3. Situation du portefeuille

Empreinte carbone de nos investissements

L'étude de l'empreinte carbone est réalisée depuis 2020 dans le cadre du partenariat avec LBP AM, et permet une analyse de l'évolution de l'impact du portefeuille à partir des données carbone des MSCI. Le calcul de l'empreinte carbone vise à quantifier les émissions de gaz à effet de serre liées aux entités émettrices du portefeuille. Il est décomposé en 3 périmètres, ou « scopes » :

- Scope 1 : les émissions directes induites par la combustion d'énergies fossiles, de ressources possédées ou contrôlées par l'entité.
- Scope 2 : les émissions indirectes liées à la consommation énergétique de l'entité.
- Scope 3 : les autres émissions indirectes de l'entité (activités amont et aval de la production : transport, utilisation du produit, fin de vie...).

Ainsi, pour chaque scope, La Mutuelle Générale est en mesure de calculer les émissions carbonées par million d'euros investis selon la formule* suivante et les données disponibles :

$$\text{Empreinte carbone} = \frac{\sum_{i=1}^n \frac{\text{Valeur de la position (€M)}_i}{\text{Entreprise valeur de l'émetteur (€M)}_i} \times \text{Émissions GES Scope 1,2,3}_i}{\text{Valeur du portefeuille (€M)}}$$

Les actifs couverts dans le cadre du calcul de l'empreinte carbone sont les actions, les obligations privées et les obligations supranationales (actifs pour lesquels les données sont disponibles). Cela représente à date 40,2 % des encours totaux sur les scopes 1 et 2 (35,3 % pour les trois scopes).

	Empreinte carbone du portefeuille d'actifs de La Mutuelle Générale (tCO ₂ eq/an/M€ investi)		
	2021	2022	2023
Scope 1	53,4	32,0	40,4
Scope 2	10,9	6,7	8,6
Scope 3	386,5	282,7	384,7
Scopes 1+2+3 **	455,9	321,5	436,5

Notre taux de couverture de l'empreinte carbone sur l'ensemble du portefeuille illustre l'évolution de notre stratégie ESG et des méthodologies associées, qui progresse de 34,5 % en 2022 à 40,2 % en 2023.

L'empreinte carbone du portefeuille s'exprime en tonnes de CO₂ émises par an pour 1 million d'euro investi. Celle-ci est passée de 321,5 tonnes en 2022 à 436,5 en 2023, soit une hausse de près de 35 % des émissions globales de CO₂ par an et par million d'euro investi. Cela s'explique notamment par une augmentation de la couverture du portefeuille de 5,7 points (scopes 1 et 2), passant de 34,5 % en 2022 à 40,2 % en 2023. L'augmentation du taux de couverture s'explique par notre volonté d'exhaustivité. Ainsi nous avons appliqué la méthodologie de « l'héritage » qui consiste à rattacher nos instruments financiers à un émetteur auquel on applique un arbre d'héritage.

Cela permet d'identifier un parent ou un émetteur ultime au niveau supérieur (société mère), disposant de données carbone.

Malgré les difficultés dues à la faible disponibilité des données pour certains types d'actifs (seuls 54 % du portefeuille sont éligibles à l'analyse carbone à ce jour) et à une méthodologie de calcul encore évolutive (notamment pour le scope 3), nous poursuivons nos travaux pour augmenter notre taux de couverture et améliorer l'empreinte carbone de nos investissements.

Ainsi, la contribution des 10 premiers émetteurs du portefeuille est passée de 63 % à 43 % de notre empreinte, témoignant d'une meilleure diversification carbone de nos actifs financiers.

* Formule de l'empreinte carbone contenue dans le Règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission

** Les méthodes de calcul de l'ensemble de l'empreinte carbone globale (scopes 1+2+3) diffère légèrement des méthodes de calcul des différents scopes unitaires (scope 1, scope 2, scope 3).

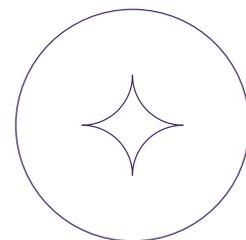
Suivi de la trajectoire SBTi de nos investissements

Dans le cadre de sa stratégie d'alignement avec les objectifs de l'Accord de Paris, La Mutuelle Générale suit désormais la proportion d'encours placés dans des entreprises ayant une trajectoire de décarbonation validée par la SBTi (Science Based Target initiative ou « initiative sur les objectifs fondés sur la science »).

Les *Science Based Targets* (SBT) sont des objectifs de trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre à long terme qui sont alignés scientifiquement avec les engagements de l'Accord de Paris. Ces trajectoires sont définies volontairement par les entreprises, sur les scopes 1, 2 et 3. Elles sont ensuite validées par la SBTi, qui s'assure de leur cohérence et de leur suivi, dans le cadre d'une revue tous les 5 ans. Identifier les entreprises ayant une trajectoire validée par la SBTi permet ainsi d'évaluer prospectivement la part du portefeuille pour laquelle les trajectoires de décarbonation sont compatibles avec les scénarios de réductions d'émissions nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques de l'Accord de Paris.

Ainsi sur l'année 2023, 18,28 % du portefeuille de La Mutuelle Générale est aligné SBTi. Ce taux a été directement calculé à partir de la base de données SBTi disponible sur le site de l'initiative, croisée à notre système de gestion de portefeuille. Les entreprises peuvent avoir une trajectoire approuvée par SBTi sur l'un des 3 scénarios suivants : 1,5 °C (le plus ambitieux), *well-below* 2 °C et 2 °C.

Comme pour l'empreinte carbone, nous rencontrons des difficultés liées à la faible disponibilité des données pour certains types d'actifs (seuls 54 % du portefeuille sont éligibles à l'analyse SBTi à ce jour), mais nous poursuivons nos travaux pour augmenter notre taux de couverture et l'alignement SBTi de notre portefeuille.



STRATÉGIE D'ALIGNEMENT BIODIVERSITÉ

1. Introduction

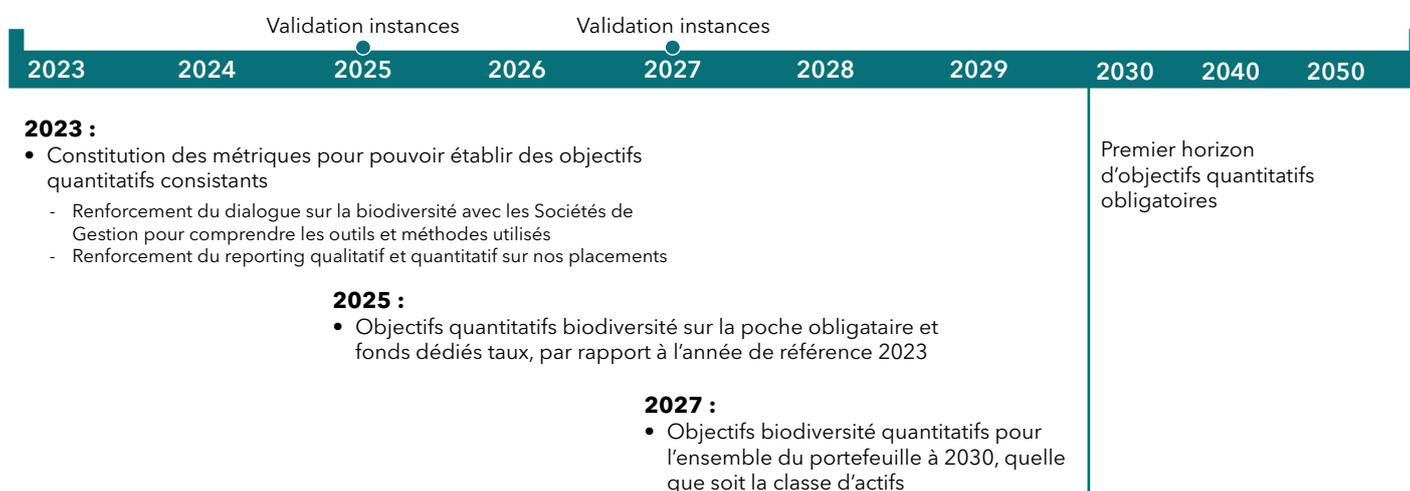
La protection de la biodiversité est une préoccupation majeure aujourd'hui. En effet, la diminution de la biodiversité s'est considérablement accélérée : en 2010, la perte de biodiversité (calculée en MSA terrestre, unité expliquée ci-après, paragraphe sur le Global Biodiversity Score) s'élèverait à 32%, part qui pourrait atteindre plus de 40% en 2050 (source : CDC Biodiversité). Cette perte de biodiversité est étroitement liée aux activités industrielles, économiques et urbaines ainsi qu'au changement climatique. De fait, le changement climatique est l'une des principales menaces qui pèsent sur la biodiversité et devrait en devenir le principal facteur au cours des prochaines décennies, surtout dans les régions tropicales. D'autre part, la préservation de la biodiversité et du capital naturel peut jouer un rôle clé dans l'atténuation du changement climatique.

2. Stratégie d'alignement et plan d'amélioration continue

La Mutuelle Générale a pour objectif d'aligner son portefeuille aux objectifs figurant dans la Convention sur la diversité biologique adoptée en 1992, conformément aux attendus de l'article 1 du décret 2021-663. Bien que la prise en compte des sujets liés à la biodiversité soit relativement récente chez les institutions financières, La Mutuelle Générale a développé une stratégie d'alignement en trois étapes visant à atteindre son objectif d'alignement biodiversité de manière progressive.

Une première difficulté lors de la définition d'une stratégie d'alignement aux objectifs de biodiversité réside dans la mesure de l'impact. En effet, plus encore que pour les indicateurs liés au climat, il n'existe pas, à l'heure, de consensus scientifique sur les méthodologies de calcul, et celles-ci souffrent de biais. C'est pourquoi les données fournies par les différents fournisseurs sont pour l'instant sujettes à une forte volatilité, rendant incertaine la mesure de l'impact d'un portefeuille sur la biodiversité. En outre, l'accès aux données est relativement limité car les industries manquent encore de maturité sur le sujet. Par conséquent, les mesures d'impact reposent encore largement sur des estimations, ce qui explique les écarts significatifs de résultat d'un fournisseur de données à un autre, sur le même portefeuille d'actifs.

Consciente de ces difficultés et de ses impacts directs ou indirects sur la biodiversité, La Mutuelle Générale a défini une stratégie en trois étapes visant à atteindre de manière progressive son objectif d'alignement aux objectifs de la Convention sur la diversité biologique.



La première étape de la stratégie d’alignement aux objectifs de biodiversité vise à renforcer le dialogue avec les sociétés de gestion mandatées et la collecte des données quantitatives et qualitatives, avec en parallèle le suivi annuel de « l’empreinte biodiversité » du portefeuille de La Mutuelle Générale avec LBP AM (cf. partie « Situation du portefeuille » ci-après).

Au cours de l’exercice 2022, La Mutuelle Générale a mené des entretiens avec ses principales sociétés de gestion mandatées sur la poche obligataire et fonds dédiés (représentant près de 58% de notre portefeuille d’actifs au 31 décembre 2023) dans le but de collecter davantage d’éléments sur la mesure de leur impact et leurs engagements en matière de biodiversité.

Suite à la réalisation en 2023 d’un appel d’offres, nous travaillons avec Manaos afin de produire et d’analyser les impacts relatifs à la biodiversité de notre portefeuille. Nous continuons ainsi à renforcer notre démarche biodiversité afin d’améliorer le périmètre de couverture et la stabilité de la méthodologie et des outils utilisés, en vue de développer à horizon 2025 de premiers objectifs sur la poche obligataire et les fonds dédiés.

La seconde étape de la stratégie d’alignement aux objectifs de biodiversité sera développée progressivement entre 2025 et 2027. Elle consiste à déterminer la méthodologie la plus pertinente pour la mesure de l’impact biodiversité et à mettre en place un suivi sur l’ensemble du portefeuille sur la base des éléments quantitatifs et qualitatifs collectés, dans la continuité des premiers objectifs définis sur la poche obligataire et les fonds dédiés.

Suite à ces étapes permettant la maîtrise de la méthodologie déployée et des métriques utilisées, La Mutuelle Générale déterminera des engagements chiffrés en propre sur l’ensemble des classes d’actifs du portefeuille au cours de **la troisième étape** de la stratégie d’alignement aux objectifs de biodiversité en 2027.

Ce plan d’amélioration continue permet une montée en compétence progressive à mesure que le marché gagne en maturité sur les outils de mesure et les méthodologies associées. Par conséquent, ce plan s’inscrit dans une démarche itérative et sera amené à évoluer en fonction des avancées méthodologiques sur le sujet.

3. Situation du portefeuille

Dans la continuité des travaux entrepris sur l’exercice 2021, La Mutuelle Générale a prolongé son partenariat avec LBP AM concernant l’analyse de l’impact de ses investissements sur la biodiversité. L’étude a été réalisée par LBP AM, signataire du *Finance for Biodiversity Pledge**, à partir de la base de données BIA-GBS** de Carbon4 Finance et CDC Biodiversité, une méthodologie avant-gardiste permettant de calculer « l’empreinte biodiversité » d’une entreprise et donc d’un portefeuille d’actifs : le *Global Biodiversity Score*.

Qu’est-ce que le *Global Biodiversity Score* ?

Le *Global Biodiversity Score* (GBS) est un outil développé par CDC Biodiversité qui permet de calculer les conséquences de l’ensemble de la chaîne de valeur d’une entreprise sur la biodiversité et permet ainsi d’estimer l’incidence des détentions d’un investisseur sur la nature.

Le GBS s’intéresse aux impacts sur 4 des 5 pressions principales sur la biodiversité définies par l’IPBES***, à savoir l’artificialisation des sols, l’exploitation des ressources, le changement climatique et la pollution.

La première étape de la méthodologie consiste à intégrer des données les plus précises possible sur une entreprise (par exemple ses ventes, son chiffre d’affaires etc.) afin d’évaluer l’impact de son activité économique sur la biodiversité en modélisant les pressions sur les écosystèmes, à l’aide du modèle GLOBIO****. Les résultats de ce modèle sont exprimés en MSA (« *Mean Species Abundance* »), qui correspond à l’abondance moyenne des espèces représentant le caractère intact des écosystèmes. Les valeurs MSA vont de 0% à 100%, où 100% représente un écosystème vierge non perturbé et sont converties en MSA.km² : 1 MSA.km² représente 1 km² de disparition totale de l’ensemble des écosystèmes.

* Initiative collective regroupant des acteurs du secteur financier souhaitant agir pour la préservation de la biodiversité. Elle a été établie par un groupe d’institutions financières européennes qui ont travaillé activement en tant que membres de la Communauté Finance et Biodiversité.

** *Biodiversity Impact Analytics powered by the Global Biodiversity Score™*

*** L’IPBES est la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques. C’est un organe intergouvernemental créé en 2012 et qui compte aujourd’hui 132 Etats membres. Il est parfois considéré comme le “GIEC de la biodiversité”.

**** Le modèle GLOBIO étudie la contribution négative des activités économiques aux pressions sur la biodiversité et en déduit les impacts sur la biodiversité. Il a été créé par un consortium international en 2003.

L'outil prend en compte à la fois les biomes Terrestre et Aquatique, c'est-à-dire l'ensemble des écosystèmes (végétation et espèces animales) caractéristique d'une aire biogéographique. Parmi les biomes aquatiques, on retrouve par exemple les rivières, fleuves et lacs, mais pas les écosystèmes marins et océaniques. Les biomes Terrestre et Aquatique ne représentant pas la même surface sur la planète, il y a un biais à comparer des MSA.km² à impact sur les biomes Terrestre et sur les biomes Aquatique.

CDC Biodiversité et Carbon4 Finance ont donc créé une seconde mesure, le MSA.ppb*, qui permet d'agréger les biomes Terrestre et Aquatique en les normalisant par la surface qu'ils représentent sur Terre, pour ainsi rendre compte de l'impact global des investissements sur la biodiversité. Le MSA.ppb* s'exprime en intensité par milliard d'euros investi et permet ainsi une comparabilité du portefeuille avec un indice de référence. Plus la mesure du MSA.ppb* est faible, moins le portefeuille a un impact sur le vivant.

L'outil prend notamment en compte les impacts d'une entreprise sur la biodiversité tout au long de sa chaîne de valeur. On distingue ainsi plusieurs scopes, en x avec la structuration proposée par la *Natural Capital Coalition** et en utilisant le même principe que pour les émissions de gaz à effet de serre :

- Scope 1 : impacts dus aux opérations directes
- Scope 2 : impacts liés aux achats d'énergie hors combustibles
- Scope 3 amont : impacts dus aux autres achats
- Scope 3 aval : conséquences de l'utilisation et de la fin de vie des produits et services

L'empreinte biodiversité calculée grâce au Global Biodiversity Score se définit alors comme suit :

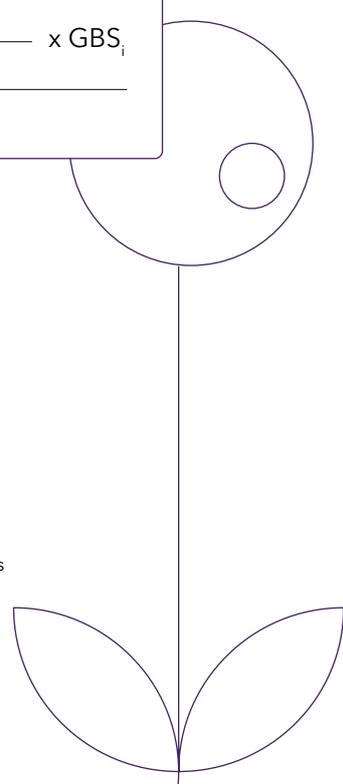
$$\text{Empreinte Biodiversité} = \frac{\sum_{i=1}^n \frac{\text{Valeur de la position (€M)}_i}{\text{Entreprise valeur de l'émetteur (€M)}_i} \times \text{GBS}_i}{\text{Valeur du portefeuille (€M)}_i}$$

* La Natural Capital Coalition est une collaboration internationale qui unit des initiatives et des organisations dans la vision partagée d'un monde qui conserve et améliore le capital naturel. Elle réunit près de 300 organisations et a développé un réseau de plateformes régionales.

Cette méthodologie tient compte de l'impact statique des activités d'une entreprise sur les écosystèmes terrestres et aquatiques, c'est-à-dire l'accumulation passée des pertes en biodiversité. Mais elle valorise aussi l'impact dynamique qui représente le niveau de déperdition sur l'année en cours, illustrant les éventuelles transitions écologiques initiées par les entreprises.

L'indicateur ci-dessus est calculé par notre partenaire LBP AM depuis 2021, et permet de mesurer la pression qu'exerce notre portefeuille sur la biodiversité. Au 31 décembre 2023 notre empreinte biodiversité relative s'élevait à 39,13 MSA.ppb* par milliard d'euros investi, soit une amélioration de 3 % par rapport à l'année 2022 (40,33 MSA.ppb* par milliard d'euros investi). Cette baisse de la mesure en MSA.ppb* de notre portefeuille d'investissement traduit un moindre impact sur la biodiversité.

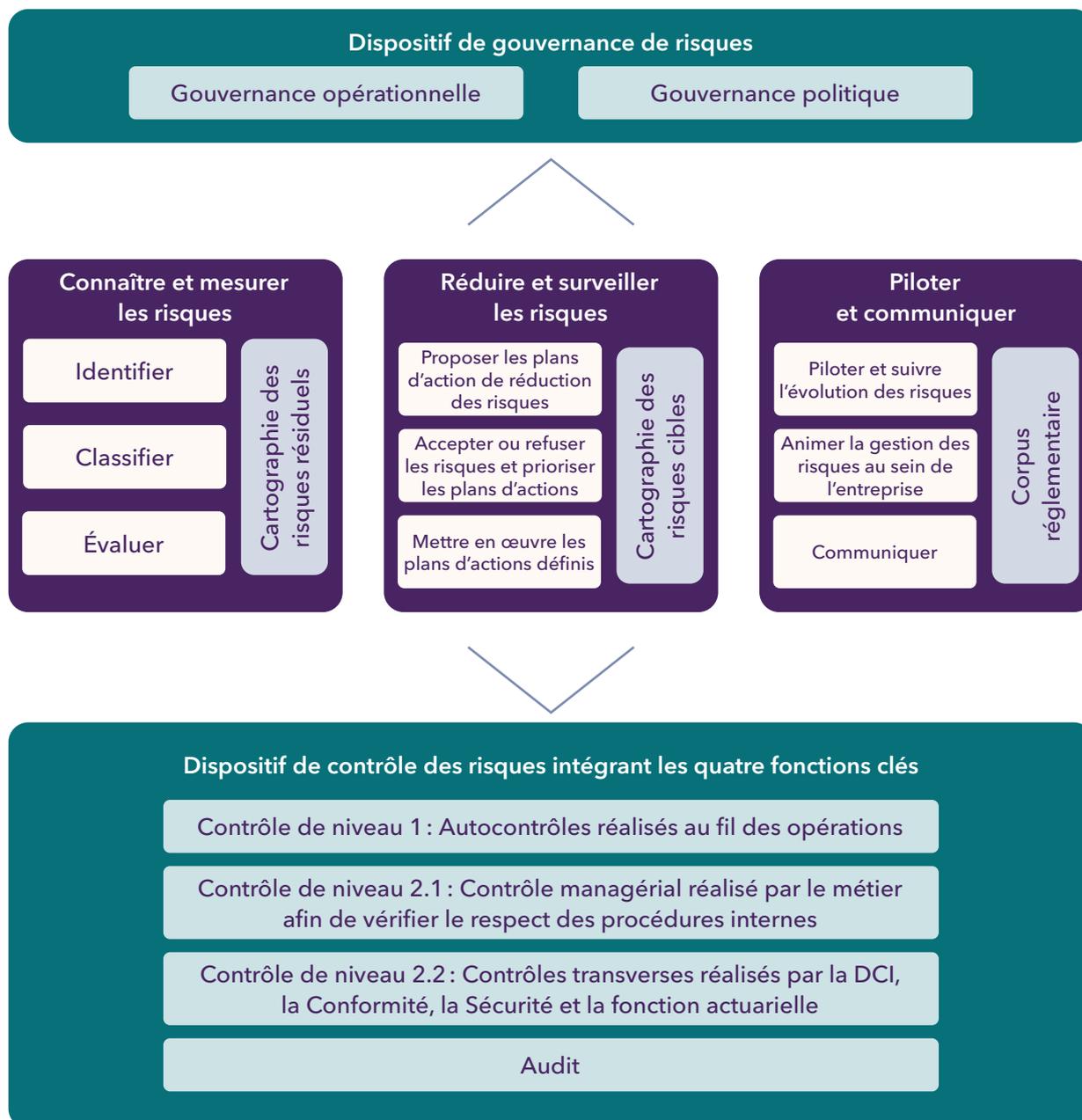
Le suivi de cet indicateur est une première étape dans la mise en œuvre de notre stratégie d'alignement sur la biodiversité. Les méthodologies comme le Global Biodiversity Score sont encore récentes et évolutives, ce qui explique un taux de couverture encore limité mais en progression : 45,2 % du portefeuille en 2023 (contre 35,95 % en 2022). Nous affinerons nos reporting biodiversité avec l'ensemble de nos partenaires financiers lorsque les données seront plus largement disponibles et matures.



PRISE EN COMPTE DES CRITÈRES ESG DANS LA GESTION DES RISQUES

1. Identification, évaluation, priorisation et gestion des risques liés à la prise en compte des critères ESG

Afin de mesurer efficacement les risques liés à son activité, La Mutuelle Générale s'appuie sur une organisation qui oblige tous les acteurs de la chaîne à procéder à une évaluation des risques.



La gestion des risques opérationnels et des risques climatiques ou biodiversité s’inscrit dans le dispositif global de gestion des risques de l’entreprise. Ce dispositif est piloté par les instances de gouvernance et l’ensemble des directions concernées, dont les rôles sont présentés page 14. Elles mettent en place des actions afin d’assurer le pilotage, le contrôle et le suivi des risques à travers un processus bien défini.

En 2022, le risque de durabilité a été intégré dans la cartographie des risques et dans nos politiques écrites, notamment la politique de la gestion globale des risques, la politique de gestion des risques financiers, la politique de souscription, la politique de rémunération et la politique ORSA.

Le risque de durabilité est défini comme un événement ou un état de fait dans le domaine environnemental social ou de la gouvernance (ESG) qui, s’il survenait, aurait une incidence négative réelle ou potentielle sur la valeur de l’investissement ou de l’engagement.

Le risque de durabilité a été évalué comme stratégique sur la base de notre méthodologie de cotation des risques. Il fait l’objet d’une revue semestrielle par la fonction clé de gestion des risques afin d’évaluer l’évolution du profil de risque de La Mutuelle Générale.

2. Instances de contrôle des risques ESG

Le processus de surveillance des risques financiers et extra-financiers est basé sur la responsabilité de chacun des acteurs de la chaîne et intègre ainsi à la fois des acteurs externes (sociétés de gestion, dépositaire) et des acteurs internes (direction des Investissements et de la Trésorerie, direction des Risques, direction de l’Audit Interne).

Acteurs internes	Direction des Investissements et de la Trésorerie	<ul style="list-style-type: none"> • Sur autorisation du Conseil d’administration, la Trésorière a donné pouvoir de décision au Directeur des Investissements et de la Trésorerie sur les investissements • Est ainsi responsable des investissements • Vérifie la conformité des opérations avec la grille d’allocation et avec les conditions du mandat ou les limites des fonds • Traite les alertes
	Direction des Risques	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle le respect de la grille d’allocation • Contrôle en second niveau la conformité des opérations avec la grille d’allocation et avec les conditions du mandat (dont les critères ESG) ou les limites des fonds, • Évalue le risque de durabilité • Est amenée à réaliser des contrôles périodiques (due diligence sur les sociétés de gestion)
Acteurs externes	Sociétés de gestion	<ul style="list-style-type: none"> • Analysent la qualité des titres et des émetteurs • Vérifient la conformité des opérations avec les conditions du mandat (dont les critères ESG) ou les limites des fonds • Effectuent des contrôles pré et post-opérations • Alertent en cas de dépassement ou de controverses avérées
	Dépositaire	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifie la conformité des valorisations

3. Risques de durabilité dans les investissements

Les investissements financiers sont exposés à des risques liés à la durabilité qui peuvent être identifiés grâce à une analyse extra-financière relative aux émetteurs. Intégrer ce type d'analyse dans les processus de gestion des risques permet ainsi de cartographier les facteurs de risque qui ne sont pas pris en compte dans une analyse financière classique. Ces facteurs peuvent être catégorisés en quatre thématiques de risque, à savoir :

- **Les risques opérationnels :** il s'agit des pertes potentielles résultant d'un défaut de ressources humaines et/ou matérielles d'une entreprise. Le pilier R de la méthodologie GREaT appliquée aux actifs de La Mutuelle Générale, « gestion durable des Ressources », prend notamment en compte des facteurs de réduction des risques opérationnels. Ces facteurs concernent la qualité de la gestion des ressources humaines (formation, maîtrise du turnover, etc.) et la mise en place de systèmes solides de management environnemental.
- **Les risques réglementaires :** ils correspondent au risque qu'une entreprise ne soit pas ou plus conforme à la réglementation qui lui est applicable et soit soumise à des sanctions financières et réglementaires. GREaT intègre certains facteurs afin de mesurer l'exposition des entreprises à ce risque, tel que le critère « Éthique des affaires » qui évalue les dispositifs de contrôle interne d'une entreprise.
- **Les risques stratégiques :** ces risques font référence aux conséquences liées à des erreurs dans les décisions stratégiques prises par la direction d'une entreprise, telles qu'une évolution du business model ou une acquisition. La méthodologie GREaT prend en compte certains critères afin d'évaluer l'alignement de la stratégie des entreprises avec les tendances de long terme, particulièrement avec les piliers « Transition Énergétique » et « Développement des Territoires ».
- **Les risques climatiques :** il s'agit des conséquences des risques physiques et des risques de transition (détaillés dans la section suivante). Ces risques sont analysés dans le pilier « Transition Énergétique » de la notation GREaT.

En étendant la notation GREaT à l'ensemble de nos actifs détenus en portefeuille en gestion directe ou sous mandat, nous intégrons une analyse extra-financière de nos émetteurs permettant notamment d'identifier les risques de durabilité (modalités décrites en I. 1.). Dans le cadre de notre stratégie d'investissement responsable, nous nous engageons à maintenir une note d'évaluation ESG inférieure à l'indice de référence (1 étant la meilleure note), de sorte à minimiser les risques de durabilité.

Le portefeuille de La Mutuelle Générale est mieux noté que l'indice de référence, établi à partir d'une réplique des pondérations de l'ensemble des actifs détenus au sein du portefeuille de La Mutuelle Générale. Cette bonne performance traduit notre politique volontariste : suivi historique extra-financier du mandat obligatoire et prise en compte de critères extra-financiers dans la sélection de nos nouveaux investissements.

Impacts des risques climatiques sur nos investissements

LBP AM accompagne La Mutuelle Générale depuis 2021 pour mesurer l'exposition aux risques climatiques de son portefeuille. LBP AM se base sur le scénario scientifique recommandé de l'Agence Internationale de l'énergie et la méthodologie de Carbon Delta, prestataire spécialiste des risques climatiques. Cette mesure climatique considère deux types de risques, les risques physiques et les risques de transition, ainsi que les opportunités dites « vertes ».

En 2023, nous avons fait évoluer notre méthodologie d'évaluation des risques climatiques, en s'appuyant sur le modèle de valeur exposée au risque climatique (VaR ou *Value-at-risk* climatique) développé par MSCI. Ce modèle évalue l'impact potentiel (hausse ou baisse) du risque des politiques climatiques, des opportunités de transition technologiques et des événements climatiques extrêmes sur la valeur du portefeuille d'investissements de La Mutuelle Générale, et plus spécifiquement sur nos obligations d'entreprise et actions cotées (33,33 % du portefeuille). Nous envisageons par ailleurs d'étendre ce modèle aux actifs immobiliers lors des prochains exercices.

Quelle est la méthodologie de calcul de la VaR climatique ?

La VaR Climatique est la différence exacte entre la valeur marchande actuelle d'un titre et sa valeur future. La VaR Climatique représente donc le pourcentage de la valeur de marché d'une entreprise qui est susceptible de diminuer (VaR négative) ou d'augmenter (VaR positive) en cas de survenue de risques et opportunités climatiques.

La VaR climatique diffère ainsi du concept traditionnel utilisé dans la gestion des risques. Elle permet de réaliser des évaluations prospectives, basées sur le rendement afin de mesurer l'impact potentiel du changement climatique sur les valorisations des entreprises en portefeuille. La VaR climatique est déterminée à partir de trois composantes principales qui couvrent les risques et opportunités physiques et de transition.

- **Risques politiques:** la transition vers une économie bas carbone par le biais d'une évolution des marchés et de la réglementation peut avoir un impact négatif important sur les entreprises et sur leurs investisseurs.
Les risques politiques directs peuvent se traduire par la mise en place éventuelle d'une taxation liée aux émissions de GES d'une entreprise. Les risques politiques indirects peuvent prendre la forme d'une augmentation des coûts des intrants ou une évolution du marché à l'origine d'une moindre demande des produits de l'entreprise.
Le risque politique évalue les pertes potentielles des entreprises qui ne s'adapteraient pas à un scénario climatique donné (par exemple, 1,5 °C, 2 °C ou 3 °C) et aux trajectoires de transition associées.
- **Opportunités technologiques:** la transition vers une économie bas carbone peut offrir de nouvelles opportunités pour les entreprises et leurs investisseurs, notamment grâce au développement de technologies vertes. L'indicateur VaR climatique liée aux opportunités technologiques évalue

les revenus futurs potentiels que les entreprises peuvent générer à partir de ces opportunités vertes : gains de parts de marchés, réponse à de nouveaux besoins, augmentation de la productivité... Ainsi les technologies à faibles empreintes carbone permettent d'avoir un impact positif sur la VaR climatique.

- **Risques physiques:** ces risques caractérisent les conséquences potentielles liées au climat résultant de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que les conséquences financières qui en découlent (à la fois les coûts et les opportunités) pour les entreprises et les investisseurs.
L'indicateur VaR climatique lié aux risques physiques évalue l'impact et les risques financiers liés à plusieurs événements météorologiques aigus, tels que des épisodes de chaleur (canicules), de froid extrême, de cyclones, d'inondation (élévation du niveau de la mer) ou de sécheresse.
La VaR climatique tient compte également de la localisation géographique, de la taille et de la valeur des actifs.

VaR climatique agrégée



Scénario utilisé pour l'évaluation des risques climatiques

Afin d'estimer les impacts de l'ensemble de ces risques et opportunités, la VaR climatique repose sur les scénarios du NGFS (*Network for Greening the Financial System*) ou Réseau pour le verdissement du système financier. Ce réseau réunit plus d'une centaine de banques centrales et de superviseurs financiers désireux, sur une base volontaire, de partager leurs meilleures pratiques, et de contribuer au développement de la gestion des risques environnementaux et climatiques dans le secteur financier.

Le NGFS s'est associé à un groupe d'experts composé de climatologues et d'économistes pour concevoir un ensemble de scénarios climatiques hypothétiques. Ils fournissent un point de référence commun et actualisé pour comprendre comment le changement climatique (risques physiques) et les tendances en matière de politiques et de technologies climatiques (risques et opportunités de transition) pourraient évoluer dans différents futurs possibles.

Chaque scénario a été choisi pour montrer une gamme de résultats avec un niveau de risque plus ou moins élevé. Les scénarios du NGFS sont aujourd'hui considérés comme un standard de marché afin de modéliser l'impact financier des risques climatiques dans le secteur de l'économie et de la finance.

Les principaux scénarios du NGFS divergent notamment en termes de mix énergétique à horizon 2050, et en termes de recours à la séquestration carbone. Les divergences portent également sur la rapidité de la transition énergétique et écologique, l'année où les émissions atteindront la neutralité carbone, et les prix de la tonne carbone nécessaire pour atteindre un objectif de température précis.

La Mutuelle Générale a sélectionné le scénario 1,5 °C *REMIND NGFS Disorderly* qui prend en compte une approche de transition désordonnée vers une économie bas carbone. Les scénarios désordonnés explorent un risque de transition plus élevé en raison de politiques retardées ou divergentes entre les pays et les secteurs. Dans ce scénario, les prix du carbone sont généralement plus élevés pour un résultat de température donné.

CLIMAT	Risques Physiques 12/23	Risques de transition 12/23	Opportunités Vertes 12/23	VaR climatique 12/23
Taux de Couverture	37,17 %	37,21 %	33,26 %	33,23 %
Couverture (montant)	1 019 M€	1 020 M€	912 M€	911 M€
Perte/Gain	-0,08 %	-4,27 %	0,02 %	-4,61 %

Nous étudions également l'impact des risques climatiques sur notre passif. Une étude sur l'impact du risque climatique a été réalisée en 2021 sur notre portefeuille décès, arrêt de travail et frais de soin afin d'estimer les conséquences du changement climatique (avec deux scénarios retenus : la maladie vectorielle et la pollution atmosphérique), ainsi que l'impact en assurance de personnes à horizon 2030.

PLAN D'AMÉLIORATION CONTINUE

Partie	Pages
Stratégie d'alignement climat	31
Stratégie d'alignement biodiversité	35

ANNEXE

Tableau de répartition des encours de La Mutuelle Générale
(selon données consolidées au 31 décembre 2023)

	Catégorie d'investissement	Allocation (M€)	Allocation (%)
Obligations classiques	Obligations classiques	1 586,9	57,9 %
	Obligations souveraines	315,4	11,5 %
	Obligations privées	1 271,5	46,4 %
Autres produits de taux	Autres produits de taux	335,2	12,2 %
	Dettes privées	253,9	9,3 %
	Alternatifs	81,3	3,0 %
Actions	Actions	116,4	4,2 %
	Actions internationales	14,8	0,5 %
	Actions Zone Euro	8,9	0,3 %
	Autres actions (capital investissement)	92,7	3,4 %
Actifs réels	Actifs réels	325,3	11,9 %
	Immobilier placement	261,1	9,5 %
	Infrastructures	64,2	2,3 %
Stratégique	Stratégique	123,0	4,5 %
	Prêts stratégiques	37,1	1,4 %
	Immobilier stratégique	46,1	1,7 %
	Actions stratégiques	39,8	1,5 %
Trésorerie et autres	Trésorerie et autres	256,3	9,3 %
Total Général		2 743,0	100 %

GLOSSAIRE

Accord de Paris

L'Accord de Paris un accord mondial sur le réchauffement climatique. Il est le fruit des négociations qui se sont tenues lors de la Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques (COP 21) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Cet accord a été approuvé par l'ensemble des 195 délégations le 12 décembre 2015 et est entré en vigueur le 4 novembre 2016.

Article 29 de la loi énergie et climat (LEC)

Adoptée le 8 novembre 2019, la loi énergie-climat permet de fixer des objectifs ambitieux pour la politique climatique et énergétique française. Comportant 69 articles, le texte inscrit l'objectif de neutralité carbone en 2050 pour répondre à l'urgence climatique et à l'Accord de Paris. Elle est le prolongement de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte promulguée le 17 août 2015, ainsi que les plans d'action qui l'accompagnent visant à permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et à la préservation de l'environnement. Pour donner un cadre à l'action conjointe des citoyens, des entreprises, des territoires et de l'État, la loi fixe des objectifs à moyen et long terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre, dans le but de favoriser une croissance économique durable.

Émissions de gaz à effet de serre (GES)

Les émissions de gaz à effet de serre occasionnées par l'activité d'une entreprise sont exprimées en tonnes équivalent CO₂. Ces émissions sont décomposées en 3 scopes (ou périmètres):

- Scope 1 : les émissions directes induites par la combustion d'énergies fossiles, de ressources possédées ou contrôlées par l'entreprise.
- Scope 2 : les émissions indirectes liées à la consommation énergétique.
- Scope 3 : les autres émissions indirectes (activités amont et aval de la production: transport, utilisation du produit, fin de vie...).

Empreinte carbone

Le calcul de l'empreinte carbone vise à quantifier les émissions de gaz à effet de serre liées aux émetteurs du portefeuille. Pour cela, les émissions de gaz à effet-de-serre (GES) sont additionnées et pondérées en fonction de la valeur d'entreprise et de la pondération de chaque entreprise dans le portefeuille. L'empreinte carbone permet de mesurer les émissions générées pour chaque euro investi dans le portefeuille. Cette empreinte carbone est calculée sur les 3 scopes des émissions de gaz à effet-de-serre des émetteurs.

ESG

Les critères ESG (Environnementaux, Sociaux, de Gouvernance) sont les trois piliers de l'analyse extra-financière. Ils permettent d'évaluer les pratiques en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises.

Exclusions

Qu'elles soient sectorielles, normatives ou éthiques, les exclusions bannissent de leur univers d'investissement des fonds ou des entreprises dont les contributions sont néfastes pour la population ou l'environnement.

Finance durable

La finance durable désigne un type de placement financier plus respectueux des valeurs éthiques et de l'environnement. Ce type de placement constitue un levier pour accélérer la transformation des entreprises et l'économie vers une économie durable.

GREaT (note)

GREaT est une méthodologie de notation extra-financière qui s'appuie sur quatre piliers : Gouvernance responsable, gestion durable des Ressources naturelles et humaines, transition Énergétique, développement des Territoires.

Indice de référence

L'indice de référence (ou benchmark) est établi à partir d'une réplication des pondérations de l'ensemble des actifs détenus au sein du portefeuille de La Mutuelle Générale.

Investissement à impact

Investissement dans des entreprises, institutions et fonds d'investissement dans le but de générer un impact social et environnemental positif en plus d'un profit financier. Cet impact intentionnel, se doit d'être mesurable, mesuré et publié dans la documentation du fonds. L'investissement à impact se définit par trois grands principes qui doivent être au cœur du process d'investissement: l'intentionnalité, l'additionnalité, la mesure de l'impact.

Investissement responsable ou investissement durable

Approche qui, en plus de tenir compte des critères financiers habituels, intègre des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les décisions d'investissement. Ces facteurs peuvent varier selon les valeurs et les objectifs de chaque investisseur.

Label ISR

Créé par le ministère de l'Économie et des Finances, le label ISR (Investissement Socialement Responsable) garantit qu'un produit financier intègre des critères ESG de manière significative. Il est attribué après audit par un organisme tiers indépendant, qui atteste de la contribution du fonds au développement durable.

MSA.ppb*

Créée par CDC Biodiversité et Carbon4 Finance, le MSA.ppb* est une mesure qui permet de rendre compte de l'impact global d'un portefeuille sur la biodiversité. Elle permet notamment d'agréger les impacts sur les biomes Terrestre et Aquatique (exprimés en MSA.km2) en les normalisant par la surface qu'ils représentent sur Terre. Le MSA.ppb* s'exprime en intensité par milliard d'euros investis et permet ainsi une comparabilité du portefeuille avec un indice de référence. Ainsi, plus faible est sa valeur et moindre est l'impact du portefeuille sur la biodiversité.

Risque de durabilité

Évènement ou situation dans le domaine de l'environnemental, du social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

SBTi (*Science-Based Targets initiative*)

La *Science-Based Targets initiative* ou « initiative sur les objectifs fondés sur la science » est une démarche visant à accompagner les entreprises dans la réduction de leur empreinte carbone. Elle se base sur des objectifs de trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre à long terme qui sont alignés scientifiquement avec les engagements de l'Accord de Paris. Ces trajectoires sont définies volontairement par les entreprises, sur les scopes 1, 2, 3, et sont ensuite validées par la SBTi, qui s'assure de leur cohérence et de leur suivi. Il est à noter que les trajectoires approuvées par la SBTi ont été revues au cours de l'année 2022, afin d'en augmenter l'ambition. Ainsi, seules les trajectoires alignées avec un scénario 1,5° sur les scopes 1 & 2 et avec un scénario bien en-dessous de 2° sur le scope 3 sont désormais validées par la SBTi (contre respectivement bien en-dessous de 2° et 2° auparavant).

SFDR (*Sustainable Finance Disclosure Regulation*)

La réglementation SFDR vise à accroître la transparence sur la façon dont les acteurs financiers intègrent la durabilité dans leurs décisions et conseils d'investissement. Chaque produit doit dans un premier temps être classifié en fonction de ses caractéristiques : article 6 (le produit n'a pas d'objectif de durabilité), article 8 (la communication d'un produit intègre des caractéristiques environnementales et sociales même si ce n'est pas son point central), article 9 (le produit a un objectif d'investissement durable).



1-11 rue Brillat-Savarin - CS 21363 - 75634 PARIS CEDEX 13 - Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité N° SIREN 775 685 340
Crédit illustrations : Calvin Sprague | Juin 2024



Si vous imprimez ce document, pensez à le trier !